



EXCLUSIF CASINO DE MONTRÉAL
**RIEN NE VA PLUS
POUR L'ART**

Une murale du peintre Serge Lemoyne, estimée à 500 000 \$, est mise au débrass. NATHALIE PETROWSKI ARTS ET SPECTACLES PAGE 1

LA PRESSE EN ÉGYPTE

« VA-T'EN MOUBARAK! »

Les Égyptiens ont eu peur pendant 30 ans. Mais maintenant, ni Moubarak, ni la dictature, ni l'armée ne peuvent les forcer à se taire.



NOTRE JOURNALISTE MICHÈLE OUMET EST ALLÉE PLACE AL-TAHRIR. AU CŒUR DE LA RÉVOLTE ÉGYPTIENNE. PAGES A2 ET A3

AGNÈS GRUDA

L'Égypte n'est pas la Tunisie

PAGE A5

ANDRÉ PRATTE

La fragilité des dictatures

FORUM PAGE A14

Un homme montre les restes des munitions utilisées par les forces égyptiennes. PHOTO ASSOCIATED PRESS



La présence d'un hélicoptère de l'armée n'a pas intimidé les manifestants place Al-Tahrir. PHOTO REUTERS

CHERCHEURS D'OR 2.0

Chaque lundi, *La Presse Affaires* vous présente des acteurs et des technologies liés à l'innovation ainsi qu'à son financement.

PHILIPPE MERCURE
LA PRESSE AFFAIRES PAGE 6



BOMBARDIER AU MEXIQUE

PAS D'EXODE DES FOURNISSEURS

MARIE TISON LA PRESSE AFFAIRES PAGE 3



Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE
Funkytown, est-ce un film sur la ville de Mascouche?

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



LA VIE APRÈS MOÏSE



Après avoir vécu des années sous le joug de Roch Thériault, ses adeptes essaient de recoller les morceaux de leur vie. Existe-t-il une vie après la secte?

MICHÈLE OUMET PAGES A12 ET A13

NOS CHRONIQUES



YVES BOISVERT
Dissidence journalistique
PAGE A7



VINCENT MARISSAL
Orageux avec forte probabilité d'élections
PAGE A8

AUTOPARTAGE

TOUT LE MONDE VEUT SA PART



L'industrie est en pleine mutation.

SÉBASTIEN TEMPLIER
L'AUTO PAGE 12

APRÈS LA FÊTE, LA COURSE



PHOTO KARL B. DEBLAKER, AP

Aussitôt le match des Étoiles terminé, Carey Price pensait déjà au match de demain que le Canadien disputera à Washington. Eh oui, la fête est terminée. C'est l'heure de la course pour une place en séries. RICHARD LABBÉ SPORTS PAGE 1

MOI, JE M'EN SERS...

VOIR PAGE 6

SOULÈVEMENT EN ÉGYPTE



PHOTO MOHAMMED ABED, AFP

Ces protestaires réunis place Al-Tahrir, au Caire, ont foulé aux pieds une effigie du président Hosni Moubarak.

ILS N'ONT

Depuis une semaine, l'Égypte est le théâtre d'une révolte populaire sans précédent qui vise à renverser le régime du président Hosni Moubarak, au pouvoir depuis 1981. Afin d'apaiser la grogne, le président a dissous son gouvernement et a nommé deux militaires aux postes de premier ministre et de vice-président. En vain: les manifestations se sont poursuivies dans tout le pays. Et les Égyptiens n'ont plus peur de parler contre le pouvoir, raconte notre envoyée spéciale.



MICHÈLE OUIMET
ENVOYÉE SPÉCIALE

LE CAIRE

Dix-sept heures, place Al-Tahrir, centre-ville du Caire. Le cœur de la révolution, l'épicentre de la colère des Égyptiens. La place est immense, deux grandes allées bordées par des immeubles de logements et des bâtiments administratifs. Au milieu, le musée, magnifique bâtiment en pierres rouges que la foule contourne avec respect.

Au loin, un bloc gris soviétique qui abrite le Parti national démocratique, le quartier général du président Hosni Moubarak. Les manifestants l'ont incendié. L'édifice à la façade noircie fume toujours, symbole saisissant de la colère du peuple.

Des milliers de gens s'entassent place Al-Tahrir, défiant le couvre-feu qui a commencé une heure plus tôt. Le ciel s'assombrit, le soleil va bientôt se coucher... peu importe, personne ne bouge. L'heure est à la révolte. Beaucoup d'hommes, quelques femmes, certaines voilées. Certains sont calmes, d'autres survoltés. Une vingtaine d'hommes prient au milieu de la rue. Une rue qui leur appartient.

Partout, des blindés de l'armée. Les militaires, impassibles, regardent la foule sans bouger. Quelques manifestants grimpent sur les chars d'assaut. Un homme se fait même prendre en photo par un ami. Il s'appuie sur le blindé, sourit et clic, un souvenir du soulèvement populaire. Les militaires ne bronchent pas.

Plus loin, la foule s'agite et crie. Toujours le même slogan: « Va-t-en! Va-t-en! Moubarak, va-t-en! »

F16 en rase-mottes

Deux avions F16 survolent la place Al-Tahrir en rase-mottes. Ils volent tellement bas qu'on peut voir dans le cockpit. Le bruit assourdissant déchire l'air et ensevelit les cris des manifestants.

« Excusez-moi, parlez-vous français? » me demande un homme.

Il a vu mon calepin et mon crayon. Journaliste?

« Écoutez-moi, s'il vous plaît, écoutez-moi, je suis juge, mon nom est Ahmed Ezzat Nada. »

Il attrape mon calepin et griffonne son nom d'une main fébrile. Il est survolté. « Mais qu'est-ce que Moubarak fait avec ses jets? Pourquoi les faire tourner au-dessus de nos têtes? Il veut nous intimider? Nous tuer? Il veut s'attaquer à ses citoyens? Nous sommes dans la rue et nous ne partirons pas tant que Moubarak sera là. Va-t-en, Moubarak, va-t-en! On ne veut pas de toi! »

Il fulmine. Il enlève ses

lunettes fumées et me fixe droit dans les yeux. « Je suis très triste. Je veux la liberté. Va-t-en, Moubarak, va-t-en! S'il vous plaît! »

Il remet ses lunettes et disparaît dans la foule compacte.

Fini la peur

Tous veulent parler et donner leur nom. Ils n'ont pas peur. Ils ont eu peur pendant 30 ans, mais aujourd'hui, disent-ils, c'est fini. Ils parlent, parlent et parlent, ils traitent Moubarak de tous les noms -malade, fou, sanguinaire, dictateur-, étonnés par leur audace. Et ils répètent et répètent encore, ravis de pouvoir enfin dire toutes ces choses sans crainte de se faire arrêter.

La foule crie: « Qu'il parte! Qu'il parte! Nous ne partirons pas! Nous voulons la liberté! La liberté pour le peuple! »

Les avions F16 continuent leur ronde, alimentant la colère de la foule. Des hélicoptères suivent de près. En rase-mottes, eux aussi. Les gens refusent de partir.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPORTS 7
Astrologie du jour	AFFAIRES 9
Décès	AFFAIRES 9
Forum	A 14 et 15
Horaires télévision	ARTS 4
Loterie	A 8
Monde	A 10
Personnalité	SPORTS 8
Petites annonces	AFFAIRES 8 et AFFAIRES 4
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ensoleillé, vents légers, maximum -15, minimum -19. AFFAIRES 8

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

La crainte américaine du vide

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Peut-on souhaiter l'avènement d'une « vraie démocratie » en Égypte sans réclamer le départ d'Hosni Moubarak? C'est l'exercice d'équilibre périlleux auquel Washington a continué à se livrer hier.

Omniprésente sur les chaînes de télévision américaines, la secrétaire d'État Hillary Clinton a défendu la position de l'administration Obama en invoquant sur Fox News la nécessité d'une « transition ordonnée pour que personne ne vienne combler un vide, pour qu'il n'y ait pas de vide, mais plutôt un plan bien préparé pour l'avènement d'un gouvernement démocratique participatif ».

« Nous demandons instamment au gouvernement Moubarak, qui est toujours au pouvoir, de faire ce qui est nécessaire pour faciliter ce genre de transition », a-t-elle ajouté sur CBS.

Tout en assurant que Washington ne plaiderait pas « pour un dénouement précis », la chef de la diplomatie américaine a indiqué que les changements du personnel politique annoncés samedi par le président égyptien étaient « à peine le début de ce qui doit se passer ».

Les dirigeants républicains du Congrès se sont dits en accord avec la position de l'administration Obama.

« Je n'ai aucune critique à formuler à l'encontre du président Obama ou de la secrétaire d'État Clinton à ce stade », a déclaré Mitch McConnell, chef de la minorité républicaine au Sénat, sur NBC. « Ils savent très bien que nous ne pouvons pas donner de conseils aux Égyptiens sur qui devrait être à la tête de leur pays. C'est hors de la portée des États-Unis. Et je pense que nous devons parler d'une seule voix dans cette crise. »

Le sénateur républicain d'Arizona, John McCain, a néanmoins exprimé la crainte que les États-Unis se retrouvent « du mauvais côté de l'histoire » à l'égard de l'Égypte. « J'aimerais que le président Obama prenne un peu plus d'avance » sur les événements, a ajouté l'ancien candidat présidentiel.

➤ ISRAËL SUIT DE PRÈS LA SITUATION, PAGE A10
➤ LA FRAGILITÉ DES DICTATURES: L'ÉDITORIAL D'ANDRÉ PRATTE, PAGE A14



PHOTO BEN CURTIS, AP

« Américains, pourquoi soutenez-vous un dictateur? » peut-on lire sur cette affiche brandie hier par des manifestants, pendant que Washington voile à peine ses tiraillements à l'égard de la révolte populaire en Égypte.

SOULÈVEMENT EN ÉGYPTE



PHOTOS AP ET AFP

Place Al-Tahrir, au Caire: des milliers d'Égyptiens ont de nouveau manifesté de jour comme de soir contre le gouvernement. Certains ont brandi des slogans anti-Moubarak, d'autres ont prié sous haute surveillance...

PLUS PEUR

« C'est fini, fini, le régime est fini, comprenez-vous: FI-NI! » répète Mahmoud Shaker. Sa voix est éraillée. C'est un militant de la première heure. Il arpente la place Al-Tahrir depuis mardi, exalté. Il a 45 ans. Il n'en avait que 15 lorsque Moubarak a pris le pouvoir. Il n'a connu que ça: Moubarak, Moubarak et encore Moubarak. Aujourd'hui, dit-il, c'est fini. « FI-NI! »

Le journaliste Cherif Ahmed écoute l'homme, puis secoue la tête. Il ne partage pas son exaltation et il ne croit pas que Moubarak va tomber. « C'est un militaire. Il a déjà déclaré qu'il ne partirait pas, qu'il resterait jusqu'à son dernier souffle. »

Un groupe d'hommes tranquilles, presque timides, se mêlent à la foule. Ils ont commencé à manifester hier. Avant, ils se contentaient de regarder la télévision, sans oser se joindre à cette foule en délire. Ils sont ingénieurs, pharmaciens, vétérinaires. Ils n'en peuvent

plus de Moubarak, c'est pour ça qu'ils ont décidé de descendre dans la rue.

« Personne ne veut de Moubarak, dit Ayman Abd El Rahman, ingénieur. Il ne doit pas rester un jour de plus. » Pourquoi Moubarak est-il autant détesté? « Ça fait 30 ans qu'il est au pouvoir, répond-il, 30 ans qu'on vit sous la loi d'urgence, 30 ans qu'on peut se faire arrêter sans raison, 30 ans qu'on a peur de parler. Il n'y a pas de justice, pas de bonnes écoles, les salaires sont trop bas et Moubarak a signé la paix avec Israël. »

Un hélicoptère passe au-dessus de nos têtes. La foule lève le poing en rugissant. Elle défie l'autorité, le couvre-feu, le président, la dictature, les blindés, les F16. Elle n'a pas peur. Elle n'a plus peur.

Pas facile de se rendre au Caire. Tous les vols ont été suspendus samedi à cause

du couvre-feu. Ils ont repris hier. L'avion qui m'amenait de Paris était presque vide: 110 passagers, pourtant il aurait pu en accueillir 482. « Au retour, par contre, l'avion sera plein, car on rapatrie beau-

Il a manqué la révolution de quelques jours, mais il se doutait que le peuple finirait par se soulever. « Il m'a dit: "Les gens sont affamés, ça va être très dur" », raconte sa fille.

L'aéroport du Caire est

« Ça fait 30 ans qu'il (Moubarak) est au pouvoir, 30 ans qu'on vit sous la loi d'urgence, 30 ans qu'on peut se faire arrêter sans raison, 30 ans qu'on a peur de parler. »

coup de gens », indique l'agent de bord.

Qui veut aller au Caire en ces moments d'extrême agitation? Des Égyptiens qui veulent retrouver leur famille. Et des journalistes, évidemment. Une femme, aussi, une Montréalaise que j'ai croisée à l'aéroport de Paris. Son père est mort la semaine dernière. Elle veut ramener sa dépouille au Caire, là où il a vécu les 50 premières années de sa vie.

chaotique. Des centaines de touristes essaient de fuir avant que l'Égypte bascule.

Un Égyptien, fin trentaine, fait la file devant les douaniers. Il rentre chez lui après un voyage d'affaires. Entre son départ et son retour, une révolution qui va bouleverser sa vie. « Moubarak? demandait-il. Je le méprise profondément. Il aurait dû partir il y a 20 ans. » Avant de partir, il me dit: « Good luck, stay safe. »

Mon taxi file sur des autoroutes sans fin. Le Caire est une mégapole qui s'étire sur des kilomètres et des kilomètres. Une mégapole isolée du monde depuis que Moubarak a donné l'ordre de couper l'internet et les téléphones cellulaires. Une mégapole de béton où vivent, entassés, plus de 20 millions d'habitants. Densément peuplée, cette ville. Une autoroute surélevée passe tellement près des immeubles de logements que je pourrais presque toucher le linge accroché sur les cordes.

Les banlieues sont calmes, presque mortes, mais plus mon taxi s'enfonce dans la ville, plus la tension est palpable. Les premiers blindés apparaissent, puis la foule de plus en plus nombreuse, de plus en plus survoltée. Et de plus en plus en colère.

Good luck, stay safe.

Pour joindre notre journaliste: michele.ouimet@lapresse.ca

Moubarak sur la corde raide

DAPHNÉ CAMERON

Le chaos règne toujours en Égypte, où la dissolution du gouvernement et l'intervention des forces de l'ordre, durant le week-end, n'ont rien fait pour calmer un soulèvement populaire sans précédent. Au sixième jour de la révolte, le régime Moubarak se trouve désormais sur la corde raide.

L'Égypte est le théâtre de sa plus importante contestation depuis l'accession au pouvoir du président Hosni Moubarak, en 1981. Les manifestations antigouvernementales, qui ont commencé le 25 janvier, ont été précédées de cinq cas d'immolation, geste qui a servi d'étincelle pour déclencher la révolution qui a renversé le régime Ben Ali en Tunisie il y a quelques semaines.

Pour tenter de calmer le jeu, le président Moubarak a décidé samedi de dissoudre son gouvernement. Pour la première fois depuis son arrivée à la tête du pays, il a nommé un vice-président, Omar Souleimane. L'homme de 74 ans dirige ses services de renseignement depuis près de deux décennies. Le président a également nommé un nouveau premier ministre, Ahmed Shafiq, ancien officier de l'armée de l'air qui venait de perdre son poste à la tête de l'Aviation civile. Selon plusieurs observateurs, le chef de l'État égyptien s'est tourné vers les militaires pour insuffler une image de fermeté à son régime durement ébranlé.

Ces nouvelles nominations n'ont toutefois pas apaisé la grogne populaire. Dans la nuit de samedi à hier, des groupes de manifestants armés ont atta-

qué au moins quatre prisons du pays, libérant des milliers de prisonniers. Parmi eux figuraient 34 membres des Frères musulmans, dont au moins sept hauts responsables, a indiqué l'avocat du mouvement d'opposition. Plusieurs détenus auraient été tués ou blessés durant les mutineries. Dans des rues du Caire, des groupes de jeunes gens armés de pistolets et de bâtons ont saccagé des voitures, pillé des commerces et dévalisé des passants.

Couvre-feu prolongé

Les manifestations se sont également poursuivies dans tout le pays. Essentiellement, on reproche au gouvernement de ne rien faire contre la pauvreté, le chômage, la corruption et la brutalité policière. Depuis le début de la révolte, les affrontements entre les forces

de l'ordre et les manifestants auraient coûté la vie à au moins 125 personnes.

Le gouvernement égyptien a réagi en ordonnant hier soir aux policiers de retourner dans les rues du pays, qu'ils avaient subitement désertées vendredi. Hier, l'armée a rapporté l'arrestation de plus de 3000 évadés et « fauteurs de troubles ». Le couvre-feu en vigueur au Caire, à Suez et à Alexandrie a également été prolongé d'une heure. À compter d'aujourd'hui, il sera en vigueur de 15h à 8h. Des avions de combat ont par ailleurs survolé la capitale à basse altitude hier après-midi à l'approche du couvre-feu.

Durant deux jours, des quartiers entiers ont cependant été laissés à eux-mêmes. L'armée, appelée à la rescousse vendredi soir, protège des immeubles gouvernementaux et des lieux

touristiques comme le Musée égyptien du Caire, mais elle n'intervient pas contre les incendiaires et les pillards qui sévissent ailleurs.

EIBaradei

Le Prix Nobel de la paix et ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique Mohamed EIBaradei a été désigné hier par l'opposition égyptienne pour « négocier » avec le régime Moubarak. Il a promis « une ère nouvelle » aux manifestants réunis hier sur la place Tahrir, au Caire. « Je vous demande de patienter, le changement arrive », a-t-il déclaré en s'adressant aux milliers de manifestants réunis dans le centre de la capitale malgré le couvre-feu.

La chaîne Al-Jazira, qualifiée de CNN du monde arabe, a annoncé en fin de semaine que les autorités égyptiennes avaient ordonné la fermeture de son bureau du Caire et retiré les accréditations de ses journalistes.

Avec l'Agence France-Presse et The Associated Press

SOULÈVEMENT EN ÉGYPTTE

La diaspora manifeste à Montréal

DAPHNÉ CAMERON
ET VALÉRIE SIMARD

Le soulèvement égyptien continue de résonner dans les rues de Montréal. Les membres de la communauté égyptienne du Québec ont manifesté à deux reprises ce week-end pour affirmer leur soutien à leur peuple et réclamer la fin du régime d'Hosni Moubarak.

Munies de drapeaux égyptiens et de pancartes affichant le slogan «Moubarak, dégagé!», une centaine de personnes se sont massées devant le consulat d'Égypte au centre-ville de Montréal, samedi et hier. Il s'agissait des troisième et quatrième manifestations organisées par la diaspora depuis le début de la révolte en Égypte, il y a une semaine. Lors des deux rassemblements, la petite foule a passionnément chanté et scandé des slogans en arabe durant des dizaines de minutes, certains manifestants allant même jusqu'à s'époumoner.

«Moment extraordinaire»

«Nous vivons un moment extraordinaire. Ce n'est pas juste un coup d'État sanglant ou une révolution politique, mais un mouvement pour



Des membres de la communauté égyptienne du Québec se sont massés devant le consulat d'Égypte au centre-ville de Montréal, samedi et hier. La petite foule a passionnément chanté et scandé des slogans en arabe.

la justice sociale», a déclaré en marge du rassemblement d'hier Nabil A. Malek, président de l'organisation canado-égyptienne des droits de la personne et membre de la section montréalaise de l'Association nationale pour le changement en Égypte, qui a organisé la manifes-

tation. «Nous avons besoin maintenant de l'appui de tous les pays occidentaux comme le Canada pour soutenir une Égypte démocratique qui accepte la rotation du pouvoir. C'est dans notre intérêt d'appuyer la formation d'un gouvernement démocratique.»

«Assez, c'est assez», «Non à la Lobyocratie», «Liberté, équité et respect pour le peuple égyptien», pouvait-on lire hier sur les affiches des protestataires.

Samedi, les manifestants ont scandé pendant plusieurs minutes: «No Moubarak, no Souleimane. Egypt has to be free now.» (Ni Moubarak ni Souleimane.

L'Égypte doit maintenant être libre.) Vraisemblablement, ni le discours prononcé vendredi par le président égyptien ni les nominations d'un vice-président et d'un nouveau premier ministre n'ont semblé satisfaire les manifestants, au Caire comme à Montréal.

«Le régime de Moubarak doit partir en entier, a réclame un organisateur de la manifestation de samedi, Mohamed Kamel, représentant québécois de l'Association nationale pour le changement en Égypte. Il ne faut pas juste un nouveau vice-président. C'est le même régime. Ce n'est pas acceptable que la police égyptienne fasse feu sur les Égyptiens qui manifestent dans la rue pacifiquement pour demander la démocratie. C'est un mot qui est très difficile à appliquer en Égypte.»

Un autre manifestant, Yassor Shoukry, a lui aussi dénoncé la nomination du chef des services de renseignement, Omar Souleimane, au poste de vice-président, lequel était vacant depuis l'accession d'Hosni Moubarak à la présidence en 1981. «C'est le même régime, c'est la même idéologie, a-t-il martelé. C'est la même dictature, mais avec un changement de visage. Le gars est un militaire, il n'a jamais pratiqué la politique.»

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Les Canadiens seront évacués... à leurs frais

ANABELLE NICOU

Les citoyens canadiens qui se trouvent en Égypte pourront dès aujourd'hui être évacués vers l'Europe, a annoncé hier en fin d'après-midi le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon. «Nous disposons de plans d'évacuation et le gouvernement a pris des

certaines manifestations ont pris une tournure violente, a expliqué M. Cannon. Le gouvernement recommande maintenant aux Canadiens de quitter l'Égypte.»

Le gouvernement espère évacuer de 700 à 800 Canadiens dès aujourd'hui. Les vols nolisés ont pour destination Paris, Londres ou Francfort. Les citoyens sont

l'Europe, c'est parce qu'ils pourront trouver dans les trois villes choisies les services consulaires les plus complets.

Le Canada n'est pas le premier pays à prendre des mesures d'évacuation. Hier, les pays du Golfe ont affrété une quinzaine d'appareils pour organiser le retour de leurs ressortissants, tout comme la Turquie qui, dès hier soir, tentait de ramener sur son territoire 750 expatriés. De leur côté, les États-Unis n'avaient toujours pas envoyé de vol hier soir, mais la liaison directe avec Le Caire assurée par Delta Air Lines a été suspendue hier. Enfin, plusieurs jets privés ont quitté l'aéroport du Caire durant toute la fin de semaine.

Ottawa reste prudent

Le ministre Cannon a également profité de son point de presse pour inviter le gouvernement égyptien à «accélérer les réformes démocratiques et économiques afin de répondre aux aspirations du peuple». Le gouvernement canadien se montre toutefois prudent et refuse d'appeler le prési-



Le gouvernement espère évacuer de 700 à 800 Canadiens dès aujourd'hui, a annoncé le ministre Cannon hier.

PHOTO PAWEŁ DWULIT, LA PRESSE CANADIENNE

«C'est la norme appliquée par tous les pays dans ce domaine, notamment les Américains», a justifié Lawrence Cannon, ministre des Affaires étrangères.

dispositions pour transporter les citoyens canadiens qui le souhaiteraient vers l'Europe», a dit le chef de la diplomatie canadienne.

Hier matin, le gouvernement a d'abord publié un avis déconseillant aux Canadiens de se rendre en Égypte. Il a fallu attendre la fin de la journée pour que soit annoncée la mise en place d'un plan d'évacuation. «La situation égyptienne est hautement imprévisible et

ensuite invités à prendre leurs «propres moyens» pour rejoindre leur pays. L'évacuation ne sera pas gratuite, a souligné le ministre, et les passagers transportés en Europe devront payer le coût de leur vol.

«L'objectif est de récupérer les coûts, sur une base obligatoire. C'est la norme appliquée par tous les pays dans ce domaine, notamment les Américains», a justifié M. Cannon. Si les Canadiens sont amenés vers

dent Moubarak à quitter ses fonctions, qu'il occupe depuis 30 ans. «C'est aux Égyptiens de faire leurs choix, tout comme nous n'accepterions pas qu'un pays étranger nous dise comment gérer nos affaires ici au Canada», a-t-il soutenu.

Près de 1200 Canadiens se sont inscrits aux services consulaires canadiens,

mais Ottawa estime qu'ils sont environ 6500 à vivre en Égypte. La situation dans ce pays sera étroitement suivie par Ottawa, a dit M. Cannon.

— Avec l'Associated Press

Au Canada, les citoyens peuvent composer le 1-800-606-5599 pour de plus amples renseignements.

Des offres qui ne vous laisseront pas de glace!

2011
TL

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR INCLUS

FINANCEMENT À L'ACHAT

1,0%
JUSQU'À 48 MOIS

PAIEMENT MENSUEL • LOCATION 48 MOIS

348\$
COMPTANT DE 7 798\$2011
MDX
AVEC **SH-AWD**

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR INCLUS

PAIEMENT MENSUEL • LOCATION 48 MOIS

548\$
COMPTANT DE 9 168\$Visitez acuraquebec.ca dès aujourd'hui.ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain
St-Léonard
514 362-2872ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
450 659-1616LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
514 340-1344ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
450 682-4050ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
450 435-4455ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

ACURA
DEVANT.

L'Égypte n'est pas la Tunisie



AGNÈS
GRUDA
CHRONIQUE

Mardi dernier, quelques milliers de manifestants se sont rassemblés sur la grande place Tahrir, au Caire, pour réclamer le départ du président Hosni Moubarak. À peine six jours plus tard, ce dernier s'accroche à son poste et son régime, au pouvoir depuis trois décennies, ne tient plus qu'à un fil.

À voir les scènes captées dans les rues du Caire, de Suez ou d'Alexandrie, on a l'impression d'assister à un remake du soulèvement populaire qui a permis aux Tunisiens de chasser leur propre président, il y a un peu moins de trois semaines. Même détermination à défier la menace militaire. Même refus de se laisser amadouer par de vagues promesses de réformes. Même indépendance par rapport aux partis politiques ou groupes religieux qui ne font que suivre le mouvement.

Comme à Tunis, le message des protestataires égyptiens est clair: exit la dictature. Adieu, les dinosaures. Point à la ligne.

Les manifestants du Caire sont les premiers à dire qu'ils s'inspirent des événements de Tunis. Mais malgré leurs similitudes, rien ne garantit que les deux mouvements de révolte connaîtront le même dénouement.

Car l'Égypte n'est pas la Tunisie. Ne serait-ce que par son rôle stratégique au Moyen-Orient: depuis qu'il a

conclu un traité de paix avec Israël, ce pays est considéré comme un État clé pour la stabilité de la région. C'est pour ça que les États-Unis lui fournissent un milliard et demi de dollars d'aide militaire par an – aide qui sert maintenant à réprimer les manifestants...

Cette position est devenue encore plus cruciale depuis

est bien implanté et bien organisé en Égypte, où il a remporté dans le passé des succès électoraux.

Aujourd'hui, les Frères musulmans sont complètement à la remorque du soulèvement populaire. Et ils n'ont aucun leader charismatique à offrir au peuple. Il reste que le spectre d'une récupération islamiste est plus présent en Égypte qu'en Tunisie. Ce qui fait peur autant à Jérusalem qu'à Washington – qui pourrait tenter de calmer le jeu, pour aider à une transition de pouvoir pas trop menaçante.

Il fallait d'ailleurs voir Hillary Clinton se livrer à une séance de patinage

ne font aucunement confiance à un régime qui les a volés et réprimés depuis 30 ans.

Autre différence: Hosni Moubarak peut s'appuyer sur une armée autrement plus loyale que ne l'était l'armée tunisienne à l'égard du régime Ben Ali. C'est quand ils voient les militaires qui les protègent changer de camp que les dictateurs sont acculés à la fuite. Pour l'instant, on n'a pas vu de signaux de défection massive en Égypte. Mais ce n'est pas fini...

En revanche, un facteur joue en faveur des manifestants égyptiens: la présence de l'ancien président de l'Agence internationale de l'énergie atomique Mohamed

an. L'opposition égyptienne se rallie à cette proposition. Bref, le scénario de l'après-Moubarak est déjà prêt. Et ce ne sera pas le chaos.

■ ■ ■

La situation évolue à grande vitesse en Égypte. Au moment où j'écris ce texte, le régime Moubarak s'accroche au pouvoir. Les policiers qui avaient soudainement disparus des rues du Caire, les scènes de pillage tellement pratiques pour ce président aux abois laissent penser que celui-ci prépare un ultime coup de force. À court terme, il réussira peut-être à gagner un répit. Mais à moyen terme, il est difficile d'imaginer qu'il soit encore au pouvoir dans un an. Ce qui est moins clair, c'est si son régime survivrait ou non à son départ.

Dans les rues du Caire, les manifestants sont portés par l'espoir d'un véritable changement. «Ce régime est fini», a prédit Alaa el-Aswani, auteur égyptien qui a signé le magnifique *Immeuble Yacoubian*.

Le cas échéant, le départ d'Hosni Moubarak créerait une onde de choc autrement plus puissante que la chute du président tunisien, le 12 janvier dernier. Avec ses 80 millions d'habitants, l'Égypte est le plus peuplé des pays arabes. C'est aussi un pays phare, qui a un rayonnement culturel sur toute la région, avec son cinéma, sa télévision et ses universités, dont celle d'Al Azhar, lieu d'enseignement islamique le plus réputé de la planète.

La chute du président Ben Ali a inspiré le soulèvement du peuple égyptien. Si Moubarak tombe à son tour, l'impact se fera sentir dans tout le monde arabe.



Hosni Moubarak peut s'appuyer sur une armée autrement plus loyale que ne l'était l'armée tunisienne à l'égard du régime Ben Ali. C'est quand ils voient les militaires qui les protègent changer de camp que les dictateurs sont acculés à la fuite.

PHOTO MONA SEIF, AP

qu'Israël s'est brouillé avec un autre allié de la région, la Turquie. La chute du régime Moubarak placerait Israël dans une position de «détresse stratégique», écrit le journaliste israélien Aluf Benn, dans le quotidien *Haaretz*.

Une détresse à laquelle Washington ne peut qu'être sensible. Et ce, d'autant plus que, contrairement à la Tunisie, pays laïc où les islamistes radicaux ne constituent pas une menace, le mouvement des Frères musulmans

diplomatique sur les ondes de CNN, hier, pour comprendre à quel point le terrain est glissant. Il y a déjà un processus électoral en marche, a-t-elle rappelé, faisant allusion à la présidentielle de septembre prochain. Et suggérant que c'est dans ce scrutin que se trouvera la sortie de la crise égyptienne. Sous-entendu: acceptez un compromis, et vous aurez droit à des élections libres l'automne prochain. Pas évident à vendre à des gens qui

ElBaradei, rentré en Égypte il y a quelques jours. Ce fonctionnaire de stature internationale jouit d'un grand capital de crédibilité. Après tout, il n'avait pas hésité à confronter l'administration Bush sur la question de la présence d'armes de destruction massive en Irak.

Mohamed ElBaradei réclame le départ immédiat d'Hosni Moubarak. Et propose de diriger un gouvernement de transition avant la tenue de nouvelles élections, dans un

«Est-ce que les autres te rejettent
ou si c'est toi qui veut rien savoir?»

30 VIES

 CETTE SEMAINE 19H

AUTEURE : FABIENNE LAROCHE
RÉALISATRICE : DANIELE MÉTHOT

ACTUALITÉS

Incendie dans un immeuble abritant une galerie d'art

Des centaines d'œuvres sauvées des flammes

DAPHNÉ CAMERON

Le Québec a failli perdre hier des centaines d'œuvres de ses plus grands artistes. Les pompiers de Montréal sont parvenus à extirper d'un immeuble en flammes des tableaux créés par des peintres aussi célèbres que Jean-Paul Riopelle, Paul-Émile Borduas, Marc-Aurèle Fortin, Jean-Paul Lemieux et Ozias Leduc. L'incendie s'est déclaré vers 17 h 30 au troisième étage d'un immeuble résidentiel et commercial situé à l'angle des rues Sherbrooke Ouest et MacKay. Une alerte générale a été déclenchée: près de 120 pompiers ont été dépêchés sur les lieux.

Le feu ne s'est pas propagé au rez-de-chaussée, qui abrite la galerie d'art Jean-Pierre Valentin. Près de 20 pompiers ont cependant travaillé d'arrache-pied pour sortir les œuvres de l'immeuble afin

qu'elles ne soient pas endommagées par l'eau ou la fumée. Certaines toiles ont été transportées dans un local situé à quelques adresses de la galerie d'art. D'autres ont été posées sur des bâches à l'extérieur. Selon Bruno Lachance, chef aux opérations au Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal, quelques tableaux ont été légèrement endommagés, mais des pertes de plusieurs millions de dollars ont été évitées.

Le brasier a été maîtrisé vers 20 h 30. Les pompiers ont alors découvert qu'il y avait plusieurs foyers d'incendie. L'enquête a été confiée à la section des incendies criminels du Service de police de la Ville de Montréal. Les deux logements situés aux deuxième et troisième étages de l'immeuble sont des pertes totales. Heureusement, personne n'a été blessé.



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Les pompiers sont parvenus à extirper d'un immeuble en flammes des tableaux créés par des peintres aussi célèbres que Jean-Paul Riopelle, Paul-Émile Borduas, Marc-Aurèle Fortin, Jean-Paul Lemieux et Ozias Leduc.

USINE OLYMEL

Les syndiqués acceptent une médiation préventive

ANABELLE NICOUD

Plus de 300 employés syndiqués de l'usine Olymel de Vallée-Jonction se sont prononcés, hier matin, en faveur d'une médiation préventive avec leur direction. «Il faut que le climat de travail change. On ne peut pas négocier maintenant, mais on va compter sur l'aide du ministère du Travail pour faire un diagnostic et faire les gestes qui s'imposent», a dit le président de la Fédération du commerce à la CSN, Jean Lortie.

Un tiers des employés se sont présentés hier matin à l'assemblée générale convoquée par leur

syndicat. La proposition d'avoir recours à un médiateur a été unanimement adoptée. «D'avoir un ouvrier sur trois présent, un dimanche matin à 9 h, c'est un indicateur (de leur ras-le-bol à l'égard de leurs conditions de travail)», a souligné M. Lortie.

La semaine dernière, le syndicat a publiquement dénoncé les conditions de travail en vigueur dans l'usine. Les accidents de travail sont de plus en plus nombreux et la direction n'hésite pas à intimider les ouvriers qui voudraient se prévaloir de leur droit de refus, soutient le syndicat. L'ambiance au travail s'est fortement dégradée depuis le mois de

février 2007, où, comme l'usine était menacée de fermeture, les employés ont dû accepter de revoir leurs conditions de travail à la baisse. «Avec les réductions salariales, les conditions se sont beaucoup dégradées. Il y a eu plus de 900 incidents et accidents de travail en 2010, c'est énorme», a déploré M. Lortie.

La direction d'Olymel a bien accueilli la nouvelle hier: le recours à un médiateur avait été accepté par les deux parties, avant que le syndicat ne se désiste à l'automne. Vendredi, la direction avait renouvelé son invitation. «On ne peut que se réjouir de cette démarche

conjointe pour aplanir les difficultés», a dit Richard Vigneault, responsable des communications et porte-parole d'Olymel. Il ne s'agit pas de rouvrir la convention collective, qui vient à échéance en 2014. Nous avons recours au ministre du Travail pour avoir de meilleures conditions de travail dans l'application de la convention collective.»

Fonds de grève

En prévision de la prochaine négociation, les syndiqués ont également résolu de se doter d'un fonds de grève. «C'est un geste préventif, pour faire face aux coups durs», a indiqué

M. Lortie. Les syndiqués sont exaspérés, selon lui, par les tensions au sein de l'entreprise et souhaitent trouver une solution à leurs problèmes.

De son côté, la direction d'Olymel s'étonne encore de la sortie publique du syndicat. «Depuis l'automne, le syndicat boycotte les travaux des comités mixtes, a dit M. Vigneault. Pour les accidents et incidents de travail, nous n'avons pas les mêmes chiffres, donc il y a un dialogue à avoir.» L'entreprise, qui appartient à la Coopérative fédérée, tourne, selon la direction, à plein régime et emploie plus de 1000 personnes.

MOI,

JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...
JE M'EN SERS...

POUR GARDER UNE BONNE SANTÉ;
POUR SES VITAMINES ET MINÉRAUX;
POUR UNE BELLE PEAU;
POUR UNE BONNE VISION;
POUR LES CARTILAGES ET LES OS;
POUR DE BELLES DENTS;
POUR LA RÉPARATION DU TISSU CONJONCTIF;
POUR LE MÉTABOLISME;
POUR LES MUSCLES;
POUR LA GLANDE THYROÏDE;
POUR L'ABSORPTION DES MINÉRAUX;
POUR LE SYSTÈME IMMUNITAIRE.

VOUS AVEZ CHOISI...

PHYTOBEC,
VOUS AVEZ BIEN FAIT.Phytobec^{MD}: Titulaire d'une nouvelle licence pour les produits de santé naturels NPN 02229746Achetez un format de 360 capsules de Phytobec^{MD} et recevez un deuxième format de 80 capsules GRATUITEMENT*
En vigueur du samedi 5 au mardi 8 février 2011.

*Jusqu'à épuisement de l'inventaire

Disponible aux endroits suivants:

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1278, rue Jean-Talon est
Montréal 514 279-3709
www.johanneverdon.com

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
2750, chemin Ste-Foy (Plaza Laval)
Bureau 109, Ste-Foy 418 656-1266

Boutique Luc Mathieu
5455, boul. des Forges
Trois-Rivières 819 378-7777

Commandes postales
pour les boutiques Luc Mathieu
ligne sans frais: 1 877 511-3368
www.boutiquesantelucmathieu.com

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Centre Laval
1600, boul. Le Corbusier 450 688-5455
Laval

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
341-A, boul. Saint-Joseph
Gatineau 819 770-3645

Boutique Luc Mathieu
2522, rue King Ouest
Sherbrooke 819 823-3322

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
145A, boul. des Promenades
St-Bruno 450 653-6009
(Promenades St-Bruno)

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Galeries Rive-Nord
100, boul. Brien 450 657-2032
Laval

Boutique Luc Mathieu
227, rue Principale ouest
Magog 819 868-3368

Boutique Luc Mathieu
104, route du Président-Kennedy
Lévis 418 833-5933

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Terrasses Des Lilas
1128, boul. St-Joseph 819 850-1705
Drummondville

Vitavie au naturel
3333, boul. du Carrefour Promenade
Beauport 418 667-0070

Ferti 2000: commandes postales
Tél.: 514 272-1365. Ligne extérieure: 1 800 272-1365
• Lundi au vendredi : 9 h à 17 h
• Samedi et dimanche : 8 h 30 à 17 h

Dissidence journalistique



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

J'espère que la confrérie ne m'en voudra pas trop, mais je n'irai pas déchirer ma chemise pour le droit inaliénable des médias à courir après les témoins dans les palais de justice.

Vendredi, la Cour suprême a rejeté à l'unanimité les arguments de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) et de plusieurs médias (dont le groupe Gesca, propriétaire de *La Presse*), qui contestaient une série de restrictions au travail journalistique.

Le fameux procès de Dave Hilton, qui a attiré en 2004 un nombre record de journalistes et de caméras, plus quelques cohues, a traumatisé l'appareil judiciaire. On ne voulait pas que le palais de justice devienne un « cirque » et qu'on joue au rugby avec les témoins. Les juges de Montréal puis le ministère de la Justice ont donc fait adopter des règles qui confinent les photographes et les caméramans à des espaces bien précis sur chaque étage. Ils sont placés derrière des cordons et ne peuvent plus circuler dans les couloirs.

La plupart des collègues faisaient leur travail avec respect pour les témoins, mais les

règles sont surtout faites pour les imbéciles et les malotrus, comme chacun sait. D'où, donc, cette règle provoquée par quelques cas exceptionnels.

En ce qui me concerne, je n'y vois aucune atteinte sérieuse à la liberté de la presse. C'est de

Tous les procès sont enregistrés, pour conserver la preuve – autrefois, on avait recours à des sténographes. Des médias ont utilisé ces enregistrements pour diffuser certains extraits sonores, s'autorisant d'un trou dans le règlement. La Cour supérieure a bouché ce trou pour l'interdire clairement, ce que les médias contestaient.

Encore là, la Cour suprême rejette totalement les arguments des médias. Ces extraits sonores amélioreraient la qualité des reportages, mais ce serait une forme d'atteinte à la vie privée des témoins, écrit la juge Marie

et rapporter les propos plutôt que de les faire entendre est évidemment moins précis. Normalement, la Cour suprême n'aime pas les règles sans nuances. Mais ici, elle n'y voit qu'une atteinte raisonnable à la liberté de la presse.

C'est décevant. Remarquez bien, je n'y vois pas une perte terrible pour l'information. C'est une règle qui s'applique partout ailleurs au Canada.

En passant, ce que ce jugement nous indique, au cas où certains médias se feraient des illusions, c'est que la magistrature canadienne est

Ce que ce jugement nous indique, au cas où certains médias se feraient des illusions, c'est que la magistrature canadienne est encore totalement réfractaire à une éventuelle télédiffusion des procès. Si ça s'applique pour le son, imaginez l'image...

l'ordre de l'inconvénient, au pire. Les témoins ont le droit à une certaine quiétude en se rendant à la salle d'audience. Je n'ai jamais pensé qu'une contestation constitutionnelle de cette règle avait la moindre chance de succès. En Ontario, il n'est même pas permis d'entrer dans le palais avec une caméra.

La règle est donc confirmée.

La voix des témoins

Deuxième règle contestée par les médias: il est interdit de reproduire l'enregistrement sonore des débats en salle d'audience.

Deschamps. Les témoins sont censés s'exprimer dans une salle d'audience, pas à la télévision. Cela aurait un impact sur les témoignages, en particulier des gens les plus vulnérables, dont le stress serait accru du fait de savoir que leurs propos pourraient être répercutés partout dans les médias.

C'est un argument valable pour un grand nombre de témoins. Mais qu'en est-il des policiers? Des juges? Des avocats? Pourquoi cette règle s'appliquerait-elle de manière absolue, y compris à des professionnels de la justice? Le ton de la voix est une information,

encore totalement réfractaire à une éventuelle télédiffusion des procès. Si ça s'applique pour le son, imaginez l'image...

La Cour suprême a trouvé le moyen de citer une étude qui parle du procès O.J. Simpson, cet épouvantail médiatico-judiciaire qui clôt généralement les discussions entre gens de justice sur cette question au nord des États-Unis. C'est encore plus efficace que de parler de Staline pour repousser le communisme.

Non, vraiment, collègues de la télé, oubliez ça, ce sera pour un autre siècle.

Diffuser les interrogatoires

La même journée, la Cour suprême a rejeté une requête de Radio-Canada et TVA qui voulaient diffuser l'interrogatoire de police de Stéphan Dufour, qui avait aidé son oncle à se suicider au Saguenay. Le juge du procès avait refusé, arguant que c'était du même ordre qu'un témoignage.

La Cour suprême n'est pas d'accord sur ce point: les pièces à conviction (l'enregistrement vidéo d'une confession en est une) ne sont pas des témoignages: il est permis de les diffuser. Mais le juge a également le droit de refuser cette diffusion. Or, « la protection des personnes vulnérables » pourrait permettre de refuser une telle diffusion. Dufour, qui a été acquitté, est un déficient intellectuel qui serait particulièrement affecté par la diffusion de cet interrogatoire.

J'avoue encore ici partager cet avis. Que les journalistes aient un accès illimité aux pièces, cela va de soi, les débats judiciaires sont publics. Mais il y a des cas où leur diffusion est contraire à l'intérêt public – et aux droits de bien des gens.

Je pense aux photos du colonel Russell Williams en dessous féminins volés à ses victimes. Si j'avais été le juge, j'en aurais interdit la diffusion. Il y avait là-dedans une sorte d'écho répugnant des viols d'intimité et des viols tout court qui aurait dû rester dans les dossiers de la cour.

Pourvu que la FPJQ ne m'enlève pas ma carte de presse...



Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

Confessions de Roch Thériault Gabrielle Lavallée choquée

PATRICIA RAINVILLE
LE QUOTIDIEN

CHICOUTIMI — « Une curiosité morbide. » Des propos malsains. » Gabrielle Lavallée était choquée, outrée, samedi matin, en lisant la première partie des confidences de son ancien gourou, Roch « Moïse » Thériault, publiées dans *La Presse*. Pourquoi accorder tant d'attention à cet homme qui a commis des atrocités dignes de films d'horreur? s'interroge celle qui a été sous l'emprise de Moïse durant plusieurs années.

Gabrielle Lavallée est connue depuis longtemps comme celle qui s'est fait mutiler par Roch Thériault. La seule ancienne adepte qui s'oppose toujours à la libération de l'homme, emprisonné au pénitencier de Dorchester, au Nouveau-Brunswick, depuis 21 ans.

« Pourquoi donner le crachoir à cet homme, un criminel, un homme narcissique qui ne changera jamais? Il s'agit d'une curiosité malsaine qui ne sert strictement à rien. Il se voit comme une personnalité notoire, comme un roi », a indiqué Gabrielle Lavallée, samedi, dans une entrevue exclusive accordée au *Progrès-Dimanche*. « C'est un roi déchu. »

M^{me} Lavallée savait que Roch Thériault avait accordé une entrevue à *La Presse*. « La journaliste m'avait téléphoné à l'automne pour que je réagisse, mais je n'avais pas voulu », a dit Gabrielle Lavallée. « J'ai été malade et je suis épuisée, je ne voulais pas encore me replonger dans cette histoire », a-t-elle souligné.

Selon M^{me} Lavallée, Thériault ne sera jamais réhabilité. Elle croit que le gourou cherche à amadouer le public pour une éventuelle sortie. « C'est terrible de lui accorder autant d'importance. Il raconte avoir eu une enfance douloureuse. Mais cela ne pardonne en rien les horreurs qu'il a commises. Dans le texte, on apprend qu'il a souvent pleuré au cours des entrevues. Franchement. C'est un manipulateur. Il cherche à avoir la clémence du public, c'est aussi simple que ça », a indiqué Gabrielle Lavallée.

La version complète sur cyberpresse.ca/lavallee

LA SUITE DE NOTRE DOSSIER EN PAGES A12 ET A13

LE CHOIX LOGIQUE

L'attraction INTÉGRALE





SUBARU

FORESTER 2.5X 2011

Location à partir de
349\$
par mois/48 mois Taxes en sus

À LA LOCATION^o:

- Comptant exigé : 1 389,76 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de la location : 1 997,98 \$ (taxes incluses)

De série sur la Impreza 2.5i et la Forester 2.5X 2011

- Système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru
- Moteur BOXER SUBARU
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Système de contrôle de la dynamique du véhicule
- Banquette arrière divisée 60/40, rabattable à plat

Subaru est le fabricant japonais ayant connu la croissance la plus rapide en 2010, au Canada, pour une troisième année consécutive.

À LA LOCATION

0\$ dépôt de sécurité

km alloués : 24 000 km/année
km excédentaires : 0,10\$/km

Meilleur choix sécurité[†]

INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY

Gamme Subaru 2011



Disponible en version 5 portes

IMPREZA 2.5i 4 portes 2011 Groupe Commodité

Location à partir de
279\$
par mois/36 mois Taxes en sus

À LA LOCATION^o:

- Montant total exigé avant le début de la location : 334,94 \$ (taxes incluses)

Équipement supplémentaire sur la Impreza 2.5i 2011 groupe Commodité

- Jantes en alliage d'aluminium de 16 po
- Chaîne audio AM/FM évoluée avec lecteur de CD/MP3/WMA
- Système mains libres Bluetooth® à activation vocale
- Adaptateur multimédia avec intégration audio iPod® et USB et fonction d'audio en continu Bluetooth®
- Levier de vitesse et volant gainés de cuir

Japonais et plus encore ! | www.quebec.concessionsubaru.ca

SUBARU AUTO CENTRE MONTRÉAL	SUBARU SAINT-AGATHE SAINT-AGATHE-DES-MONTS	SUBARU DES SOURCES DOLLARD-DES-ORMEAUX	LACHUTE SUBARU BROWNSBURG
SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES	SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE	SUBARU RIVE-NORD BOISBRIAND	CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY
SUBARU BROSSARD BROSSARD	SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY	JOLIETTE SUBARU JOLIETTE	JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU

† À la location, les frais d'inscription au Registre des crédits personnels et des crédits immobiliers sont inclus. Immobilisation (prix varie selon le client et l'assurance en sus). Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TOCI. Mention « Meilleur choix sécurité - pour tous les modèles 2011 » et « Meilleur choix sécurité - pour tous les modèles 2011 » en fonction de la performance de sécurité des véhicules. Les données de sécurité sont basées sur les données de sécurité des véhicules de la compagnie d'assurance Subaru. Les données de sécurité sont basées sur les données de sécurité des véhicules de la compagnie d'assurance Subaru. Pour plus d'information sur ces offres, visitez notre concessionnaire Subaru participant. Photos à titre indicatif seulement. Offres valables jusqu'au 31 janvier 2011.

POLITIQUE

Orageux avec forte probabilité d'élections



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Les députés fédéraux reprennent le chemin de la Chambre des communes aujourd'hui pour entamer une nouvelle session parlementaire qui risque fort d'être interrompue par des élections printanières. Bonne affaire, parce que ce Parlement est paralysé depuis des mois et que seul un scrutin permettra de repartir à neuf.

Les conservateurs de Stephen Harper répètent qu'ils ne veulent pas d'élections, mais ils souffrent visiblement de plusieurs symptômes électoraux.

Premier symptôme: le matraquage publicitaire, en particulier contre le chef libéral, Michael Ignatieff. Ces publicités sont «préventives» et elles veulent seulement dénoncer l'intention des partis de l'opposition de faire tomber le gouvernement, selon les conservateurs. Si tel était vraiment le cas, nul besoin de dépenser des millions. Une conférence de presse et quelques entrevues de Stephen Harper auraient été suffisantes.

Autre signe d'agitation électorale, les stratèges conservateurs, dans leur trop grand enthousiasme, ont encore une fois dépassé les bornes de la décence la semaine dernière en diffusant sur le web une pub incendiaire contre Michael Ignatieff qu'ils ont dû prestement retirer.

Une grande question hante les libéraux: «Iggly» pourra-t-il soutenir la pression de 35 jours de campagne contre trois chefs aguerris qui comptent, ensemble, 11 campagnes électorales à leur actif?

En gros, les conservateurs ont fait un montage pour faire dire à Michael Ignatieff qu'il est logique de hausser les impôts ou de mettre en péril la reprise économique par des élections. (Le seul endroit où vous pourriez voir cette pub est sur le site de l'émission *Les coulisses du pouvoir*, qui l'a immortalisée avant qu'elle ne disparaisse.)

Ce n'est pas la première fois que la grosse machine bleue

dérape. En 2004, Stephen Harper avait dû s'excuser auprès de Paul Martin parce que son *war room* avait publié un communiqué affirmant que l'ex-chef premier ministre soutenait les pédophiles. Et puis, il y a eu, en 2008, ce puéril incident de la fiente d'oiseau sur Stéphane Dion.

Par ailleurs, autre signe précurseur de fièvre électorale, le gouvernement conservateur adoucit un peu le ton sur des dossiers sensibles. On a ainsi vu la ministre Josée Verner la semaine dernière dire que son gouvernement veut «plus de détails» sur le projet d'un

laisse cependant planer l'espoir sans avoir à s'engager formellement, ce qui pourrait lui faire perdre des points ailleurs au pays. En campagne électorale, un engagement à régler est souvent plus payant pour un gouvernement sortant qu'un règlement, qui fera toujours des mécontents de toute façon.

Du côté des partis de l'opposition, le Bloc québécois n'a pas caché son jeu: en déposant des demandes atteignant cinq milliards de dollars, Gilles Duceppe adopte la stratégie du «toute ou pantoute», sachant fort bien qu'il n'obtiendra jamais ce qu'il réclame.

nouvel amphithéâtre à Québec. C'est déjà plus positif qu'un refus sec de participer au projet.

Sur un autre front, son collègue des Finances, Jim Flaherty, a laissé entendre qu'il serait d'accord pour confier à Québec la perception d'une taxe de vente harmonisée.

Ces deux dossiers ont bien peu de chances d'être réglés avant le dépôt du budget. Le gouvernement conservateur

Le Bloc hausse par ailleurs le ton dans le domaine prisé des conservateurs de la loi et de l'ordre. C'est en effet le Bloc

qui a le plus sévèrement écorché le gouvernement Harper, la semaine dernière, lorsque Vincent Lacroix est sorti de prison après avoir purgé la sixième de sa peine. On peut soupçonner le Bloc d'opportunisme politique dans ce dossier, mais il ne se trouvera pas grand

monde au Québec pour applaudir la libération du fraudeur de Norbourg après un si court séjour derrière les barreaux.

Autre sujet chaud: le Bloc exige la ligne dure contre les proches de l'ex-président tunisien réfugiés à Montréal, un sujet embarrassant pour Ottawa.

Les libéraux, de leur côté, jouent les durs pour la galerie, mais en privé, ils croisent les doigts, loin d'être rassurés. En fait, ils sont plus résignés qu'enthousiastes.

Les députés, organisateurs et stratèges à qui j'ai parlé récemment sont convaincus d'avoir le bon cheval de bataille (dénoncer les baisses d'impôts aux grandes entreprises), mais ils ont des doutes sur le cavalier.

La tournée estivale de Michael Ignatieff aura permis de rassurer ses troupes. Une grande question hante toutefois les libéraux: «Iggly» pourra-t-il soutenir la pression de 35 jours de campagne contre trois chefs aguerris qui comptent, ensemble, 11 campagnes électorales à leur actif?

Au Québec, plus précisément, les libéraux avouent qu'ils risquent de perdre encore du terrain. Même Outremont, qu'ils croyaient pouvoir reprendre facilement, serait perdu, selon plusieurs rouges. Ils redoutent aussi la vedette du PC, Larry Smith, qui a, selon certains, des chances dans Lac-Saint-Louis.

Trop tard pour reculer, toutefois. Pour les libéraux, le sort en est jeté et seul un repli du chef du NPD, Jack Layton, peut encore leur permettre d'éviter des élections au résultat incertain.



Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca

«Fini les conditions gagnantes», dit Marois

La chef du PQ veut provoquer un référendum

ANNIE MATHIEU
LA PRESSE CANADIENNE

Plutôt que d'attendre les conditions gagnantes pour la tenue d'un nouveau référendum sur la souveraineté du Québec, le Parti québécois veut désormais provoquer les choses et en créer de nouvelles.

C'est ce qu'a soutenu Pauline Marois, qui rencontrait ses militants de Montréal-Ville-Marie, hier, en vue du congrès national du parti qui se tiendra en avril.

« Cette fois-ci, on n'attendra pas des événements extérieurs, on va agir sur tous les fronts. »

Dans un long discours tenu devant quelque 120 délégués, Pauline Marois a affirmé qu'elle souhaitait rompre avec «l'attentisme» pour la mise en place d'un troisième référendum. «Fini les conditions gagnantes où l'on attendait qu'arrive un événement conjoncturel sur lequel on allait pouvoir miser», a déclaré M^{me} Marois.

« Cette fois-ci, on n'attendra pas des événements extérieurs,

on va agir sur tous les fronts », a-t-elle renchéri, soutenant qu'un gouvernement péquiste ferait notamment tomber la loi sur les écoles passerelles et réclamerait des pouvoirs dans les secteurs culturels et économiques.

Mais il n'est plus question d'échéancier pour un référendum, a soutenu la chef. « On va y travailler, on va le préparer, on va faire tout ce qu'il faut pour qu'il y en ait un le plus rapidement possible, mais on ne s'engage pas dans un échéancier », a-t-elle répété.

Pauline Marois a également abordé, dans son allocution d'hier, les questions habituelles de l'identité nationale, de l'importance de la langue française dans la province et de la création de la richesse. Mais c'est lorsqu'elle a déclaré que le premier geste que son parti allait faire, s'il était porté au pouvoir, serait de mettre sur pied une enquête publique sur le milieu de la construction qu'elle a été chaudement applaudie. « Je vous assure que nous allons le faire, nous, le ménage », a-t-elle déclaré, ajoutant que le PQ allait s'affairer à rétablir la confiance des citoyens envers les institutions publiques.



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

L'ex-premier ministre du Québec Lucien Bouchard quittant, avec ses fils Alexandre et Simon, l'église Saint-Viateur d'Outremont où se sont déroulées les funérailles d'Audrey Best, samedi.

FUNÉRAILLES D'AUDREY BEST

Un dernier adieu émouvant à l'ex-première dame du Québec

VALÉRIE SIMARD

Politiciens, membres de la famille et amis se sont réunis samedi, à l'église Saint-Viateur d'Outremont, pour rendre un dernier hommage à l'ancienne première dame du Québec Audrey Best, morte du cancer du sein mardi dernier, à 50 ans.

Une femme «généreuse», «simple» et «déterminée», voilà des qualificatifs que plusieurs ont employés pour décrire celle qu'ils ont connue. Une femme qui a été première dame du Québec, avocate, mais, surtout, mère de deux enfants, Alexandre et Simon.

À l'abri des caméras, tenues à l'écart de la cérémonie, ses deux fils lui ont rendu un hommage tendre, émouvant et teinté de pointes d'humour. Ils ont souligné sa personnalité aimante et discrète. «Elle fuyait la place publique, préférant se concentrer sur le rôle qu'elle considérait comme le plus important, celui

de mère, a noté Alexandre. Et ce rôle, elle le remplit à la perfection. *She was a wonderful mother.* »

Les politiciens témoignent

À la sortie de la cérémonie, présidée par le cardinal Jean-Claude Turcotte, plusieurs ont évoqué le caractère émouvant du témoignage des deux jeunes hommes. Visiblement ému, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a exprimé sa tristesse de voir une femme mourir si jeune.

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, qui a écourté sa mission au Forum économique mondial de Davos pour être présent aux funérailles, s'est remémoré les nombreuses qualités d'Audrey Best. «C'était une femme qui était très généreuse et très simple et qui a très bien représenté le Québec lorsqu'elle accompagnait M. (Lucien) Bouchard », a-t-il souligné. M. Charest et sa femme Michèle ont rencontré Audrey Best en

1988, lors de l'arrivée de Lucien Bouchard à Ottawa. « Mon épouse et elle étaient enceintes en même temps, se rappelle-t-il. Elles ont accouché à deux semaines d'intervalle. Elles se fréquentaient beaucoup. On en garde un très beau souvenir. » La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a quant à elle évoqué la discrétion d'Audrey Best. «Elle a toujours été très discrète par rapport à l'action politique. (...) C'était une femme très généreuse, une femme de famille.»

Accompagné de sa femme Suzanne, Gérald Tremblay a dit avoir bien connu Mme Best. «C'est une femme qui était très discrète, mais engagée et très courageuse. Elle a assumé ses fonctions d'accompagner le premier ministre avec beaucoup de dignité.»

Née en France, Audrey Best a grandi en Californie. Elle travaillait pour le cabinet d'avocats montréalais Heenan Blaikie depuis 2000.

EN BREF

Le NPD présente un candidat vedette dans Jeanne-Le Ber

Le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, et son lieutenant politique au Québec, Thomas Mulcair, ont présenté officiellement hier le candidat néo-démocrate dans la circonscription de Jeanne-Le Ber, l'acteur Tyrone Benskin. M. Benskin évolue dans le milieu du cinéma, de la télévision et de la chanson depuis le début des années 80, en plus d'être directeur artistique du Black Theatre Workshop, la plus ancienne compagnie de théâtre d'acteurs noirs au Canada. Malgré la présentation de ce «candidat vedette», le NPD a refusé de se prononcer sur la tenue d'élections au printemps. — PC

Mission québécoise en Inde: l'amiante au cœur des discussions

Le dossier de l'amiante risque de dominer les discussions qu'aura le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Clément Gignac, au cours de la mission qu'il dirige cette semaine en Inde. Pendant cinq jours, les représentants québécois tenteront de créer des partenariats d'affaires avec leurs vis-à-vis indiens. La chef de l'opposition, Pauline Marois, est favorable à cette mission exploratoire, mais estime qu'avant de s'engager financièrement dans des projets, mieux vaudrait obtenir plus d'information au sujet de la sécurité de l'exploitation et de l'utilisation de l'amiante. — PC

LOTO QUÉBEC													
Résultats des tirages du : 2011-01-30													
Banco				Quintenne				Trix					
01	07	09	20	22	3	012	10	11					
28	30	32	42	46	4	4022	18	23	27				
47	51	54	55	57									
59	60	62	67	69									
Astro													
Jour - Mois - Année - Signe													
11 NOVEMBRE 88 LION 4766205													
Extra													
Résultats des tirages du : 2011-01-29													
649				Quintenne				Trix					
03	04	16	32	compl.	05	07	08	22	compl.				
35	40	44	49		23	32	35	49					
Prochain gros lot : 10 000 000 \$													
Structure de lots complète sur lotoquebec.com													
Banco				Quintenne				Trix					
04	07	08	20	24	3	804	03	13					
25	27	30	36	38	4	2053	20	21	26				
43	50	52	55	58									
59	65	66	67	68									
Astro													
Jour - Mois - Année - Signe													
13 MARS 77 TAUREAU 1128769													
Extra													
Résultats des tirages du : 2011-01-28													
NAX													
07 10 14 20 21 23 31 COMPL. 41													
Extra 0281275													
Prochain gros lot : 21 000 000 \$													
NAXMILLIONS													
13 lots de 1 million \$													
SELECTIONS NON DECOMPOSABLES													
05	08	09	18	39	44	49	01	16	31	34	39	42	46
12	27	29	32	37	42	43	20	21	23	28	32	34	48
06	18	25	26	29	36	42	10	13	15	21	38	44	48
20	21	22	26	28	44	48	08	18	20	24	40	42	44
11	20	33	39	40	41	46	13	15	29	34	40	41	42
02	12	17	19	24	27	32	06	07	25	26	32	33	47
16	18	20	23	31	32	37							
* il y a plus d'un gagnant pour cette sélection, donc ce lot sera partagé.													
En cas de départ en cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.													

Trabelsi a bel et bien demandé l'asile au Canada

ANABELLE NICOU

Le beau-frère de l'ancien président tunisien a demandé l'asile au Canada, a confirmé samedi le ministre des Affaires étrangères Lawrence Cannon, lors d'une entrevue avec la CBC. Belhassen Trabelsi, l'un des hommes forts du régime Ben Ali, pourrait

et de la justice, dit le consul de la Tunisie à Montréal, Imed Sassi. On espère que les formalités se feront vites, car ça apaisera l'esprit révolutionnaire en Tunisie.»

Frère aîné de la deuxième femme du président déchu Ben Ali, Belhassen Trabelsi est visé par un mandat d'arrêt inter-

« Les gens sont impatients de le voir être jugé et ils aimeraient qu'il se fasse juger là-bas », dit Haroun Bouazzi, porte-parole d'un groupe de solidarité tunisien établi à Montréal. « Évidemment, il a droit aux mêmes recours que tout le monde, mais il est important que le Canada

« Ces démarches vont prendre du temps, malheureusement, malgré la bonne volonté politique du Canada (...). On espère que les formalités se feront vite, car ça apaisera l'esprit révolutionnaire en Tunisie. » – Imed Sassi, consul de la Tunisie à Montréal

prolonger pour plusieurs mois, voire plusieurs années, son séjour au Canada.

M. Cannon a confirmé samedi une nouvelle qui a fait l'objet de plusieurs rumeurs au cours de la semaine dernière.

« Ces démarches vont prendre du temps, malheureusement, malgré la bonne volonté politique du Canada, il y a une séparation de la politique

national. Il est accusé d'avoir détourné des fonds publics à son profit et est considéré comme l'une des pierres angulaires du système de Ben Ali. Le gouvernement canadien a indiqué à plusieurs reprises que M. Trabelsi n'était pas le « bienvenu » au Canada, et que le pays mettrait tout en œuvre pour répondre à la demande d'extradition de la Tunisie.

collabore le plus possible avec la justice tunisienne », poursuit-il.

Belhassen Trabelsi est arrivé il y a 10 jours à Montréal avec sa femme, ses quatre enfants et sa gouvernante. Il détient le statut de résident permanent, statut qu'Ottawa souhaite lui retirer, a également indiqué samedi le ministre Cannon.

– Avec La Presse Canadienne

HILLARY CLINTON EN HAÏTI



PHOTO THONY BELIZAIRE, AFP

La secrétaire d'État américaine a entrepris hier une brève visite en Haïti pour rencontrer le président sortant René Préal ainsi que les trois principaux candidats à sa succession. D'entrée de jeu, elle a réitéré que Jude Célestin devait se retirer du deuxième tour, prévu le 20 mars, en raison d'irrégularités au premier tour. Hillary Clinton a cependant assuré que les États-Unis ne comptaient pas geler l'aide à Haïti, comme certains l'ont laissé entendre, si Jude Célestin devait participer à l'élection. « Nous avons un profond engagement envers la population haïtienne, a-t-elle déclaré. Cela concerne l'aide humanitaire, les programmes de gouvernance et de démocratie. » Sur la photo, Hillary Clinton se lave les mains après la visite, hier, d'un centre de traitement du choléra à Port-au-Prince.

Aujourd'hui : les Portefeuilles confortables TD Un jour : le confort



Passez en succursale pour obtenir votre Évaluation personnelle TD avant la date limite de cotisation aux RER, le 1^{er} mars 2011.

Laissez-nous vous aider à réaliser vos rêves de retraite avec les *Portefeuilles confortables* TD. Il s'agit d'un groupe de fonds communs de placement de grande qualité, qui font l'objet d'un suivi régulier de nos gestionnaires de portefeuille expérimentés. Vous avez ainsi l'assurance qu'un professionnel des placements est toujours à l'affût de solutions pour optimiser le potentiel de rendement à long terme de votre fonds. Trouvez la bonne démarche de retraite, celle qui vous laisse mettre en équilibre l'épargne pour demain et votre style de vie d'aujourd'hui. Venez recevoir une Évaluation personnelle TD gratuite. Nous apprendrons à connaître vos objectifs de retraite et nous vous aiderons à rendre confortable votre cheminement de retraite.

Rendez-vous dès aujourd'hui à une succursale pour obtenir votre Évaluation personnelle TD.
1-800-409-6322 www.tdretraite.com



MONDE

RÉFÉRENDUM AU SOUDAN

Le Sud-Soudan se prononce massivement pour la sécession

Pendant ce temps, des manifestations éclatent dans le nord du pays

PETER MARTELL
AGENCE FRANCE-PRESSE

JUBA — La commission électorale pour le référendum au Sud-Soudan a annoncé hier une majorité écrasante de 98,83% en faveur de la sécession, selon des résultats préliminaires complets de cette consultation qui conduira à la partition du plus vaste pays d'Afrique.

Contrastant avec la jubilation du Sud, des centaines d'étudiants ont manifesté dans le Nord pour une journée de protestations inspirée du mouvement qui ébranle l'Égypte voisine, malgré un imposant déploiement des forces de l'ordre.

Même si les résultats définitifs ne seront pas annoncés tout de suite, le verdict est sans appel: le Sud-Soudan veut son indépendance.

Les premiers résultats préliminaires complets du référendum organisé du 9 au 15 janvier ont été annoncés lors d'une cérémonie joyeuse au mausolée du chef historique de la rébellion sudiste, John Garang, à Juba, capitale du Sud-Soudan. Même si les premiers résultats



Les résultats préliminaires du référendum ont été annoncés dans la joie au Sud-Soudan hier, avec plus de 98% des votes en faveur de la sécession.

tats préliminaires partiels déjà publiés ne laissent plus de place au doute, et même si les résultats définitifs ne seront pas annoncés, pour des raisons de procédure, avant le 7 ou le 14 février, le verdict est sans appel: le Sud-Soudan veut son indépendance.

L'ensemble des 3 851 994 bulletins déposés au Sud, au Nord et à l'étranger a été dépouillé, et

98,83% des votes sont en faveur de la sécession. La tendance varie cependant en fonction des régions: la sécession a recueilli 99,57% des suffrages dans le Sud, 99% à l'étranger et 58% dans le Nord.

«Je vous avais assuré que vous, les Sudistes, alliez voter à plus de 90% (pour l'indépendance), et vous m'avez donné raison», s'est réjoui

Salva Kiir, président de la région semi-autonome du Sud-Soudan, devant des centaines de personnes venues danser et chanter leur «terre promise».

Il a cependant demandé encore un peu de patience. Le calendrier établi en 2005 prévoit des mois de négociations supplémentaires avant une séparation effective le 9 juillet. «Que pensiez-vous que j'allais

faire ici? Déclarer l'indépendance du Sud-Soudan? Nous ne pouvons pas faire cela. Respectons l'accord. Nous allons doucement, afin d'arriver sûrement à notre destination», a-t-il expliqué.

Il s'exprimait devant la tombe de John Garang, mort en juillet 2005, quelques mois après la signature de l'accord de paix ayant mis fin à 22 ans de guerre civile entre le Nord, principalement musulman et arabe, et le Sud, principalement chrétien et noir.

Le président soudanais Omar el-Béchir s'est déjà engagé à reconnaître la sécession du Sud-Soudan, promettant même des relations «fraternelles» avec le nouveau pays, le 19^e du monde.

La communauté internationale a salué la clarté et la crédibilité du scrutin. Le président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, a cependant appelé les Soudanais à «redoubler d'efforts pour préserver la paix».

«Beaucoup reste à faire avant l'indépendance», a ajouté le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague.

Étudiants contre le président

Au Nord, ces résultats s'ajoutent à des difficultés économiques croissantes et à une inquiétude à l'égard de l'évolution du régime islamiste de Béchir après la partition annoncée.

Répondant à un appel lancé sur l'internet, des centaines d'étudiants ont manifesté hier contre le président, bravant les policiers.

Des heurts ont opposé policiers et manifestants, et selon le parti de l'opposition Umma, plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées.

«Ce que nous avons vu en Égypte a inspiré la jeunesse», a déclaré à l'AFP Mubarak al-Fadl, membre d'Umma. Les jeunes «veulent montrer leur colère devant la gestion du Soudan qui a mené à la partition du pays, et parce que l'avenir du Nord est incertain».



PHOTO FETHI BELAID, AFP

Plusieurs milliers de personnes ont accueilli Rached Ghannouchi à l'aéroport de Tunis-Carthage hier. Le chef du mouvement islamiste tunisien Ennahdha a regagné son pays après plus de 20 ans d'exil.

TUNISIE

Le chef islamiste Rached Ghannouchi de retour d'exil

ASSOCIATED PRESS

TUNIS, Tunisie — Rached Ghannouchi, chef du mouvement islamiste tunisien Ennahdha, a regagné hier la Tunisie après plus de 20 ans d'exil. Plusieurs milliers de personnes l'ont accueilli à son arrivée à l'aéroport de Tunis-Carthage.

Âgé de 69 ans, Cheikh Rached, comme l'appellent ses proches, est arrivé de Londres où il résidait en tant que réfugié politique. Environ 70 de ses compagnons ont fait le voyage avec lui.

Le chef d'Ennahdha avait quitté le pays en 1987, dès l'accession au pouvoir de Zine el-Abidine Ben Ali. Ce dernier a fui la Tunisie le 14 janvier et se trouve désormais en Arabie Saoudite.

Rached Ghannouchi avait été condamné en 1991 par contumace à la prison à perpétuité, tout comme la plupart des dirigeants du mouvement, pour avoir tenté, selon les autorités, de prendre le pouvoir par la force, une accusation réfutée par les islamistes.

À la veille de son retour, cet opposant notoire du président déchu Ben Ali a assuré qu'il n'envisageait pas de se porter candidat à une élection présidentielle ou parlementaire et qu'il n'aspirait à aucun poste. «Tout ce que je veux, c'est respirer l'air de mon pays dont j'ai été privé durant plus de 20 ans, prier à la prestigieuse mosquée Zitouna (de Tunis) et saluer le sol de ma partie du nord au sud, bref d'être un citoyen ordinaire», a-t-il expliqué.

SOULÈVEMENT EN ÉGYPTE

Israël suit de près les événements

JANIE GOSSELIN

JÉRUSALEM — Le monde a les yeux tournés vers l'Égypte. Israël en particulier a des raisons de suivre la situation de près. Un changement de régime pourrait avoir des conséquences graves sur les relations entre les deux pays, en «paix froide» depuis plus de 30 ans.

«Nous suivons avec attention les événements qui se déroulent en Égypte et dans notre région», a dit hier le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou, dans un premier commentaire public depuis le début des manifestations en Égypte.

Comme plusieurs autres pays, l'État hébreu a maintenu son ambassade fermée au Caire hier et a rapatrié des dizaines de ses ressortissants, dont les familles de ses diplomates. L'armée israélienne a renforcé son dispositif de surveillance à la frontière avec son voisin.

L'Égypte est un des rares alliés d'Israël dans la région. C'est le premier pays arabe à avoir conclu un accord de paix avec son voisin, en 1979, en échange de la restitution de territoires conquis par l'armée israélienne en 1967. On qualifie de «froide» la paix entre les deux pays parce qu'elle se limite surtout à des relations diplomatiques.

Hosni Moubarak joue un rôle dans la région. Il a notamment

servi d'intermédiaire entre les Israéliens et les Palestiniens dans les pourparlers de paix. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a par ailleurs exprimé sa «solidarité avec le président égyptien» samedi.

Un remplaçant?

«Personne ne sait qui remplacerait Moubarak, souligne le professeur Yaacov Bar-Siman-Tov, de l'Université hébraïque de Jérusalem. En diplomatie, on préfère habituellement un régime stable, même s'il est antidémocratique, à un gouvernement instable.»

La principale crainte d'Israël reste que les Frères musulmans, mouvement islamiste, prennent le pouvoir au Caire. Les relations entre les deux pays risqueraient alors d'être rompues.

«Les Frères musulmans sont autant l'ennemi d'Israël que du régime (en place). S'ils prenaient le pouvoir, cela constituerait un changement dramatique dans toute la région avec le risque que l'instabilité ne s'étende à d'autres pays», a déclaré à l'AFP l'ex-ministre de la Défense Shaul Mofaz, en référence notamment à la Jordanie et aux zones autonomes palestiniennes en Cisjordanie.

Les conséquences d'un changement de pouvoir sont aussi à craindre dans la bande de Gaza. L'Égypte partage une frontière d'environ une douzaine de kilomètres avec le territoire palestinien. Dans un communiqué, l'armée israélienne a annoncé qu'elle se préparait «à la possibilité que des organisations terroristes tirent avantage des troubles en Égypte pour envoyer des armes dans la bande de Gaza».

— Avec l'Agence France-Presse

Si vous avez plus de 70 ans, une rente viagère vous garantit un revenu de

7%

distribution mensuelle

GARANTI à vie

«Parce que vous méritez plus»

RR

LE GROUPE ROTHENBERG

Westmount (514) 934-0586 Pointe-Claire (514) 697-0035 Rive-Sud 450-321-0001

Le revenu est composé de l'intérêt et d'une partie du capital.

www.rothenberg.ca

Perdez 20, 30 ou 40 livres

rapidement et sans avoir faim :
diète aux protéines ou basses calories

Nous vous proposons une solution efficace et durable.
Suivi assuré par des professionnels de la santé et de la nutrition

Montréal
6994, rue St-Denis 514 279-3999

Longueuil
644, Curé Poirier O. 450 679-4343

Laval
400, Saint-Martin O. 450 662-3222

Repentigny
405, Notre-Dame 450 470-1111

Saint-Hyacinthe
2587, Sainte-Anne 450 261-9898

CLINIQUE Maigrir en Santé

Ligne sans frais : 1 888 853-9898 www.cliniquemaigririnsante.ca

Converlang

• **Anglais des Affaires ou Conversation**
Petits groupes : 3 à 7 personnes
Jour ou soir

• **CONVERSATION :**
Conversation et grammaire
disponible en cours privé
dans toutes les langues!

• **FORMATION EN ENTREPRISE**
AGRÉÉE PAR LA CPMT
(loi sur la Formation, anciennement loi du 1%)
*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impt, frais d'inscription : 50\$

AGRÉÉE : 0052544 www.converlang.com
1160, boul. St-Joseph est, 3e étage Laurier

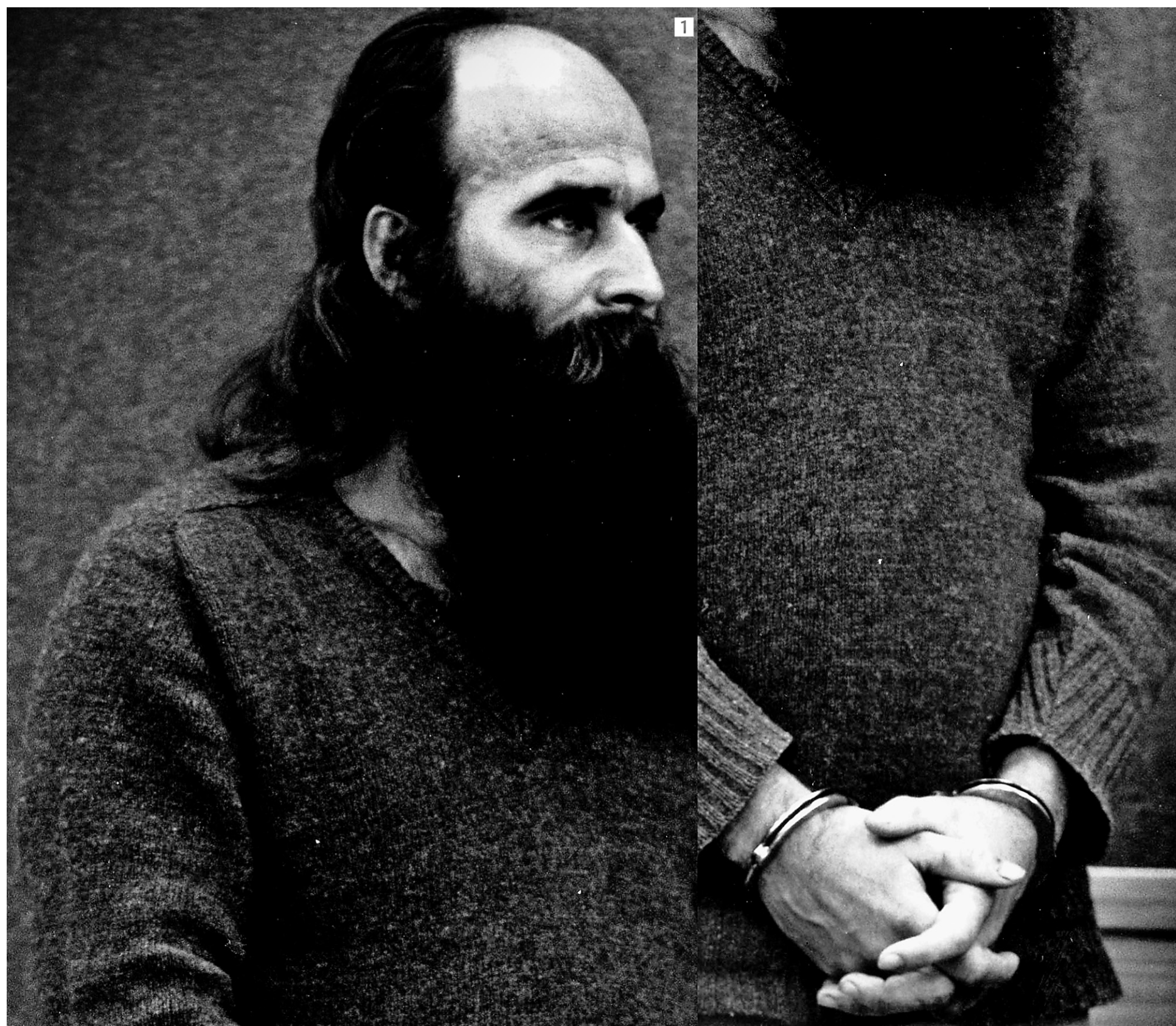
514-278-5309

MOÏSE APRÈS LA SECTE

1
Moïse est
condamné
en 1982.

2
Roch Thériault
à la prison
de Port-Cartier
en juin 2010.

3
Gabrielle Lavallée,
l'une des victimes
de Roch Thériault.



LA VIE APRÈS LA SECTE

Après avoir passé des années dans son ombre, les adeptes de Moïse essaient de recoller les morceaux de leur vie. Moïse, redevenu Roch Thériault, se bat aussi pour trouver un sens à sa vie. Il a été condamné à la prison à perpétuité pour le meurtre d'une de ses femmes. Difficile de vivre dans une secte, mais douloureux d'en sortir. Existe-t-il une vie après la secte? Témoignages.



MICHÈLE OUIMET

Àu début, Roch-Sylvain et François admirent leur père, le « maître du groupe », le « représentant de Dieu sur Terre ». Ils lui vouent une « complète dévotion ».

Mais après quelques séjours dans la secte, la réalité les rattrape. Ils découvrent avec stupeur le vrai visage de leur père, celui d'un homme tourmenté par la folie, capable des pires excès.

Dans leur livre publié en 2009*, Roch-Sylvain et François décrivent le délire de leur père, Moïse. « Comment raconter que tous les membres du groupe, hommes, femmes et enfants, nous sommes régulièrement battus ou humiliés? Comme la fois où mon père m'a sauvagement projeté contre un

meuble, au point de me casser la clavicule. (...) Comme la fois où un homme et une femme ont été forcés de s'accoupler devant tout le monde et que l'homme a dû répandre ses excréments sur le dos de la femme? »

Ces scènes se gravent dans leur mémoire. Ils sont adolescents, fragiles et impressionnables. Le plus jeune, Roch-Sylvain, croit son père lorsqu'il lui promet qu'il sera le « roi héritier ».

Vingt-cinq ans plus tard, les fils paient un lourd tribut pour les errements de leur père. Roch-Sylvain a vécu plusieurs épisodes psychotiques et il a passé un an et demi dans un hôpital psychiatrique. François, lui, croyait avoir trouvé un certain équilibre avec sa femme et ses filles, mais l'image de son père continue de le hanter.

Les deux hommes ne réussissent pas à exorciser les souvenirs traumatisants de leur enfance. Le passé leur colle à la peau.

« C'est en train de me détruire, dit François. Je suis à bout de souffle. Je pensais que, en écrivant un livre, ça arrêterait, mais tout va mal. Les journalistes ne veulent qu'un bout de l'histoire, ils se câlissent de nous. Non, je ne donnerai pas d'entrevue! On a assez souffert. »

François est en train de se séparer, il a perdu son travail et il ne parle plus à son frère. Son fragile équilibre a volé en éclats après la publication du livre.

Même réaction de rejet chez la mère de François et Roch-Sylvain, Francine Grenier. « Roch? Je suppose qu'il est encore en train de brailler. Il peut crever! Il en a fait, des demi-frères et des demi-sœurs à mes fils. Un beau parleur, un comédien. Il a fait assez de mal comme ça. Il est irrécupérable. »

Jacques Giguère, bras droit de Moïse, qui a fait de la prison après avoir été reconnu coupable de voies de fait graves, refuse de parler. Il veut

tourner la page. « J'en ai discuté avec mes enfants et je préfère ne pas vous rencontrer. »

Même Gabrielle Lavallée, qui a publié un livre à succès sur son passage dans la secte et qui a donné de nombreuses entrevues, a choisi de se taire. « Moi aussi, j'ai tourné la page. »

La famille de Roch Thériault à Thetford Mines a brutalement raccroché le téléphone quand j'ai appelé. « On ne veut plus rien savoir de lui! »

Depuis quelques années, Roch Thériault ne reçoit plus aucune visite en prison, ni de ses anciens adeptes ni de ses huit femmes et 28 enfants. Encore moins de sa famille. Comme si le monde entier lui avait tourné le dos.

En 1989, Roch Thériault est arrêté, puis condamné à 12 ans de prison pour avoir amputé le bras de Gabrielle Lavallée. En 1993, il est accusé de meurtre. Il purge une peine

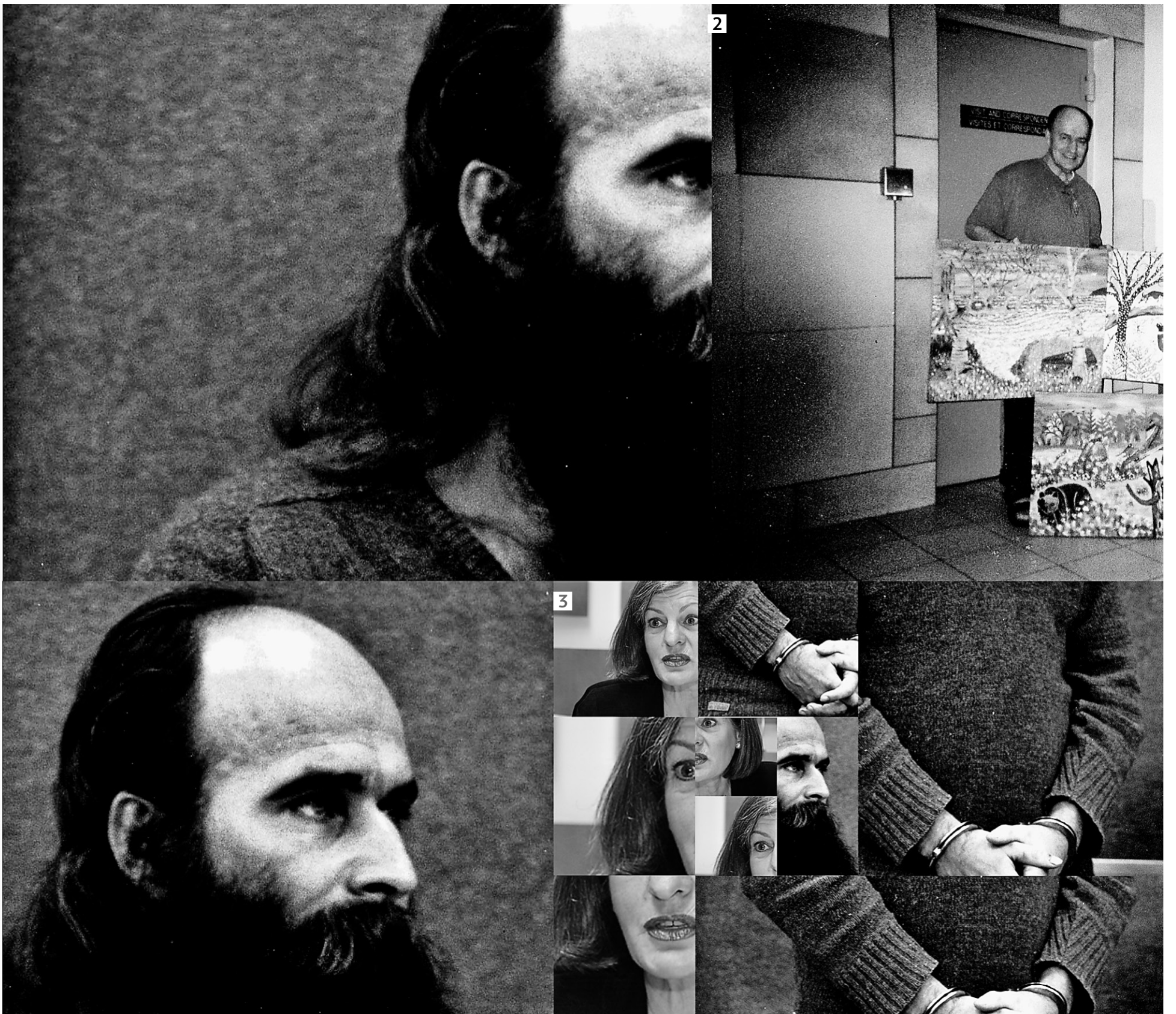
de prison à vie. Il a d'abord été incarcéré à Kingston, en Ontario, puis à Port-Cartier, au Québec. Aujourd'hui, il vit au pénitencier de Dorchester, au Nouveau-Brunswick.

Trois femmes lui sont restées fidèles et l'ont suivi de prison en prison pendant des années: Chantal, Francine et Nicole. L'une d'elles a même eu des enfants avec lui, conçus pendant les visites conjugales.

L'avocate Renée Millette les a bien connues. Pendant quatre ans, cette spécialiste des droits des détenus a fait la navette entre Montréal et Port-Cartier. Elle a visité plusieurs fois Roch Thériault. Elle a appris à connaître les trois femmes, qui vivaient ensemble, à deux pas du pénitencier. Elles sont devenues amies. Quand Renée Millette allait à Port-Cartier, elles l'hébergeaient.

« C'était des femmes simples, normales, ordinaires, dit-elle. Pas des folles. Elles étaient très liées et équilibrées,

MOÏSE APRÈS LA SECTE



PHOTOS ARCHIVES LA PRESSE, PHOTOMONTAGE LA PRESSE

même si elles avaient vécu des choses très difficiles. En prison, elles parlaient beaucoup à Roch, c'était comme une thérapie.»

Francine, Nicole et Chantal ne veulent pas parler. Elles veulent oublier le passé, l'enfuir loin, très loin. Elles tentent de recoller les morceaux de leur vie après avoir passé plus de 20 ans dans l'ombre de Roch Thériault. Même si elles ont coupé tous les liens avec lui, même si elles ont suivi une thérapie, elles restent fragiles, très fragiles.

«Votre téléphone m'a viré à l'envers, dit Chantal. Je suis en thérapie, je ne peux pas parler, c'est trop me demander. Je suis en train de guérir, je suis trop fragile. Ça ramène tellement de choses, c'est vraiment difficile pour moi de comprendre que j'ai accepté ça... ce que Roch a fait.»

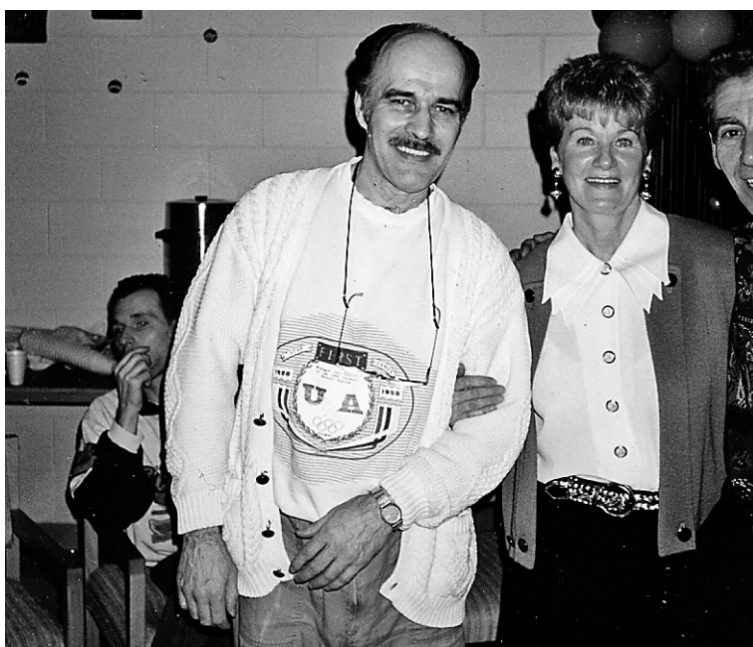
Francine aussi garde des séquelles. À l'aube de la cinquantaine, elle se sent usée, fatiguée. Elle veut guérir mais, pour guérir, elle a besoin de paix, pas de voir, encore une fois, son nom étalé dans les journaux.

Nicole, elle, a réagi avec colère. «Laissez-moi tranquille, je ne veux plus rien savoir!»

Trois femmes blessées qui essaient de reprendre le fil de leur vie après avoir passé des années sous le joug de Roch Thériault. Mais est-ce possible? Existe-t-il une vie après la secte?

Marie-Ève Garrand est en train de terminer sa thèse de doctorat. Son sujet: la vie d'un adepte une fois sorti de la secte. Elle dirige aussi le Centre d'information sur les nouvelles religions.

Oui, il y a une vie après la secte, répond-elle, mais l'aide offerte aux ex-adeptes est pratiquement inexistante. Peu de travailleurs sociaux ou de psy-



Roch Thériault à la prison de Port-Cartier en juillet 1999.

chologues sont formés pour les aider à passer à travers cette crise.

«Ces ex-adeptes ont vécu avec une croyance très forte en Dieu. Un Dieu souvent vengeur, punitif. Ils continuent de croire à l'enfer et à la fin du monde, même s'ils sont sortis de la secte; 95% d'entre eux restent croyants. La plupart du temps, ils n'arrivent pas à parler de leur foi sans se faire traiter de fous.»

Qu'est-ce qu'une secte? Les chercheurs consultés refusent de s'aventurer sur ce terrain. Trop vaste, concept fourre-tout. Ils préfèrent parler de nouvelles religions.

Le spectre des nouvelles religions est large, très large. Il va des guérisseurs aux groupes de croissance personnelle, en passant par l'ésotérisme, les groupes minoritaires issus des religions officielles, comme l'islam et le judaïsme, et les sectes pures et dures, l'Ordre du Temple solaire, Moïse.

Au Québec, il n'y a jamais eu autant de groupes issus de ces nouvelles religions.

De 800 dans les années 90, ils ont explosé pour passer à 2000, 2500. Plusieurs d'entre eux sont microscopiques et ne comptent qu'une poignée de membres, cinq ou six. La nouvelle mode? Tout ce qui touche la santé.

La dynamique sectaire est complexe. Il n'y a pas que des victimes, soutient Alain Boucard, sociologue des religions et professeur à l'Université Laval.

«À la limite, tout le monde est victime, même Roch Thériault. Le gourou et les adeptes vivent une dynamique de groupe malsaine où chacun a besoin de l'autre. C'est une relation tordue. Je fais toujours attention quand on présente le diable d'un côté et les pauvres adeptes de l'autre. La réalité est beaucoup plus complexe.»

Pendant que ses ex-adeptes essaient de panser leurs plaies, Roch Thériault tue le temps en prison. «Je lis, j'écris, je fais de la peinture, dit-il. J'ai

complètement abandonné la spiritualité. Je suis dans la métaphysique atomique. J'ai fait des découvertes et je dessine des graphiques, beaucoup de graphiques.»

En prison, il ne veut pas qu'on l'appelle Moïse, mais Maître.

Il mène une vie solitaire. Sa santé est fragile. Il décortique longuement tous ses bobos: diabète, crise cardiaque, cancer, abcès, névroses, psychoses, sans oublier ses infections, ses bosses et ses 26 jours dans le coma en 2007. Il affirme qu'il a été déclaré cliniquement mort et qu'il est revenu à la vie pendant qu'on menait son corps à la morgue.

«C'est les remords qui ont failli me tuer et qui m'ont plongé dans le coma. Je les ai assumés et je me suis éloigné de ma mémoire, sinon je serais mort.»

La vie en prison n'a pas toujours été facile. Il a été bousculé, battu, et on lui a craché dessus en le traitant de messie sauvage.

«À Kingston, il y a eu deux tentatives de meurtre contre moi après la sortie du livre de Gabrielle Lavallée. Le pire, c'était à Port-Cartier. C'était *tough*. Des détenus ont essayé de me brûler en jetant des Kleenex en feu dans ma cellule. Ils voulaient me crucifier.»

Il est en prison depuis 21 ans. Pendant toutes ces années, il a gardé le silence.

«Pourquoi parler maintenant?»

– Parce que je veux que la population sache qui est le vrai Roch Thériault.

– Et qui est-il?
– Un homme en sursis qui ne vivra pas vieux.»

un homme usé. Il n'est pas dangereux.»

Une ex-adepte qui l'a visité plusieurs fois en prison affirme qu'il est de plus en plus malade et isolé: «Je l'ai vu tout perdre: sa secte, ses adeptes et ses capacités physiques et intellectuelles. Il est comme un empereur déchu, un vieillard prématuré. Aujourd'hui, je suis plus forte que lui.»

En 2002, Roch Thériault a présenté une demande de libération conditionnelle qui a été rejetée. Les commissaires tracent un portrait cru de Roch Thériault: personnalité narcissique bien ancrée, registre émotif relativement fermé, contrôle rigide des émotions, attitude de supériorité, potentiel de violence toujours présent, intelligence moyenne.

Leur jugement est unanime: Roch Thériault est encore dangereux. «Le risque de récidive violente identifié au début de votre incarcération demeure toujours élevé», concluent-ils.

Roch Thériault n'a pas présenté de nouvelle demande de libération conditionnelle, même s'il y a droit. «Ça ne donne rien», dit-il.

Il attend la mort. Il n'a pas peur, car il ne croit ni à Dieu, ni au diable, ni à l'enfer.

* Roch-Sylvain et François Thériault. *Les fils de Moïse. L'histoire de deux garçons élevés en enfer*. Éditions La Semaine, 2009.

Pour joindre notre chroniqueuse: michele.ouimet@lapresse.ca

NOTRE VIDÉO



www.cyberpresse.ca/moise2
Roch Thériault raconte à Michèle Ouimet sa vie en prison.

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

La fragilité des dictatures



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

Autant les dictatures, à coups de matraque et de censure, peuvent se maintenir au pouvoir des décennies durant, autant elles se révèlent fragiles lorsque leur heure est arrivée. On l'a constaté il y a deux semaines en Tunisie. On le voit ces jours-ci en Égypte, où le régime d'Hosni Moubarak vacille devant la manifestation soudaine de la colère populaire.

Un jour, le peuple cesse d'avoir peur. Le régime est tout de suite dépassé.

D'un pays à l'autre, les sources de cette fragilité se ressemblent : un régime corrompu, une population pauvre et sans espoir, l'accumulation des frustrations et des souffrances imposées par l'injustice, l'arbitraire et la violence institutionnalisés. Pendant des années, ceux qui osent contester ouvertement la légitimité du régime sont emprisonnés, torturés, tués. Terrorisé, le peuple endure.

Tout à coup, le barrage cède et la foule envahit la rue, nargue les tanks. Quel a été l'événement déclencheur? Dans les cas tunisien et égyptien, on a beaucoup parlé de médias sociaux. Ceux-ci ont certainement joué un rôle, permettant à une opposition sans organisation de rejoindre en un clic des millions de personnes. Mais l'existence de Facebook et de Twitter n'est pas une condition suffisante.

OPINION

Les cinq ans de QS

PASCALE DUFOUR

L'auteure est professeure au département de science politique de l'Université de Montréal.

Québec solidaire est né le 5 février 2006 de la fusion de l'Union des forces progressistes (UFP), rassemblement politique de petits partis de gauche créé en 2002 autour d'Amir Khadir, et d'Option citoyenne, mouvement politique née en 2004, à l'initiative de militantes féministes, dont Françoise David.

Québec solidaire apporte un vent de fraîcheur aux pratiques politiques.

Au Québec, l'émergence d'un tel parti apparaît comme une anomalie. La gauche partisane n'a jamais été bien établie au niveau provincial. La raison principale est que, au Québec, l'identité politique de gauche s'est longtemps superposée à l'identité politique nationale. Le Parti québécois a réussi durant presque 50 ans à créer un monopole de la représentation nationale et sociale. Ce double monopole a été remis en question avec la création de Québec solidaire.

Québec solidaire s'est créé en partie contre le PQ et ses politiques jugées insatisfaisantes sur le plan social. Les deux chefs de Québec solidaire espéraient créer un rapport de force suffisant pour obliger celui-ci à se positionner sur certains enjeux, jugés laissés-pour-compte. Cette stratégie a semblé fonctionner dans un premier temps. Rappelons-nous la création du club politique de gauche SPQ libre au sein du PQ. Nous en sommes bien loin aujourd'hui :

Un jour, la population cesse d'avoir peur. Et elle croit le changement à sa portée. « Cette semaine, les Égyptiens ont brisé la barrière de la peur. Désormais, rien ne les arrêtera », a soutenu le Nobel de la paix Mohamed ElBaradei. Comme l'explique ci-contre Jean-Noël Ferrière, spécialiste du monde arabe, « les Égyptiens sont avant tout descendus dans la rue parce que les événements tunisiens leur ont insufflé l'idée que c'était possible ».

Face à cette idée, le pouvoir le plus autoritaire est tout de suite dépassé. Il réplique avec les seules armes qu'il connaît. La police et l'armée sont envoyées pour rétablir l'ordre; la foule ne recule pas. Les médias sont censurés, l'internet est bloqué; les citoyens discutent comme jamais. Enfin, tel Moubarak vendredi, le pouvoir tente de bernier le peuple par des changements cosmétiques. Dérisoire.

En Égypte, l'opposition traditionnelle a été tout aussi étonnée que le régime. Les manifestants n'ont pas d'idéologie commune, pas de leader. Fascinant mais dangereux. Ce pays de 80 millions d'habitants, jouant un rôle stabilisateur fondamental dans la poudrière du Proche-Orient, pourrait-il sombrer dans l'anarchie?

C'est pourquoi la présence de M. ElBaradei, mandaté par divers groupes d'opposition pour assurer la transition, est cruciale. L'armée acceptera-t-elle de négocier avec lui? Ou bien se contentera-t-elle de lâcher Moubarak pour imposer son favori, Omar Souleimane, tout juste nommé à la vice-présidence? Si c'est à cela qu'aboutit la révolte des derniers jours, ce sera la preuve que le régime égyptien n'a toujours pas compris. Peut-être parviendra-t-il, encore une fois, à s'imposer par la force. Mais il sera plus fragile que jamais.

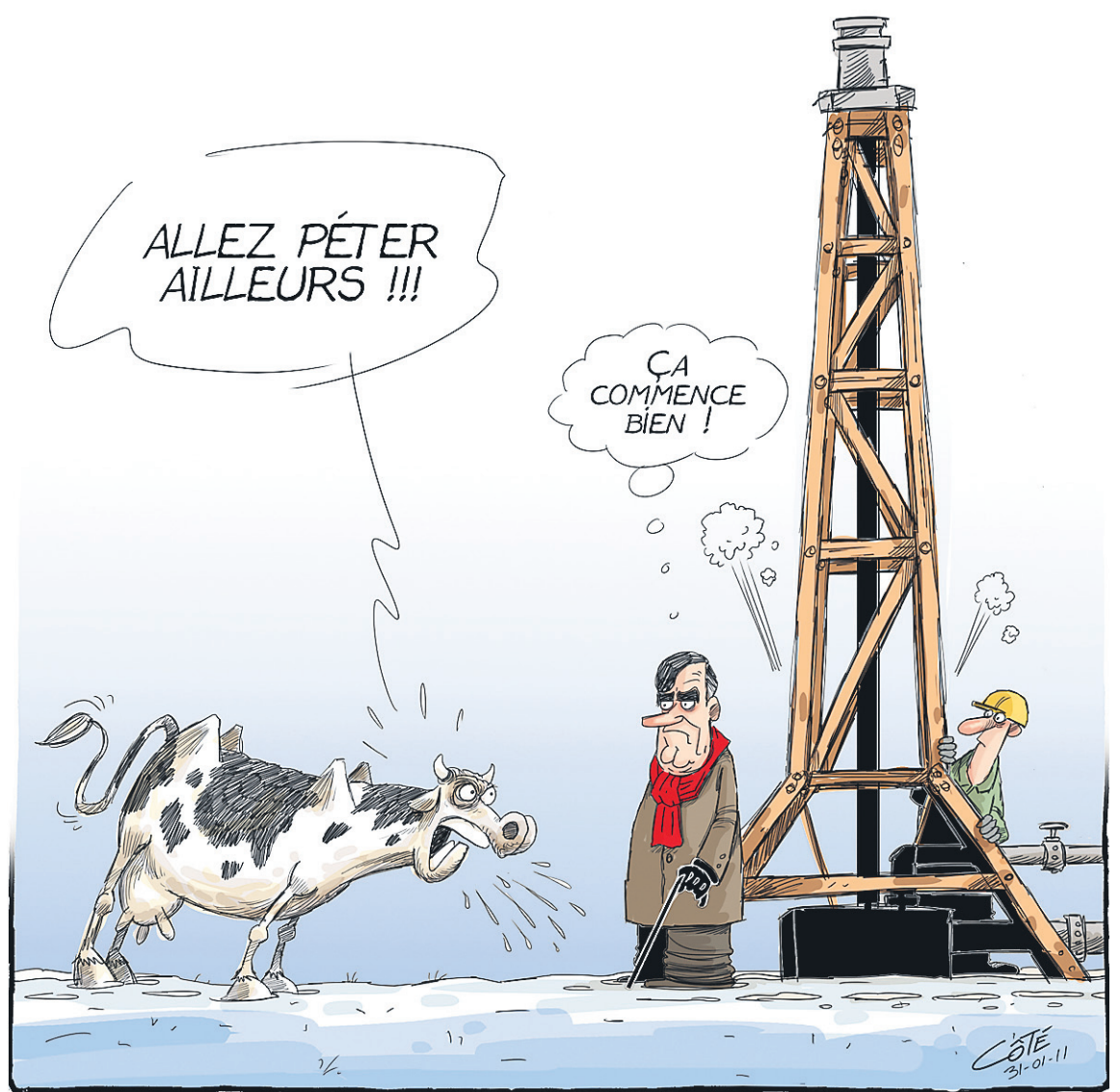
le SPQ libre a été dissous et le PQ s'est acquiné avec la richesse individuelle.

Les bénéfices de la création de Québec solidaire sur la vie politique sont autres. Plusieurs éléments, dans le fonctionnement de QS, dérangent le fonctionnement jugé « normal » de notre système démocratique et rendent perplexes les observateurs, notamment la parité à la tête du parti (mais où est le vrai chef?). Les militants prennent le temps de débattre et d'apprendre, remettant en question la notion d'efficacité démocratique (à propos de la souveraineté, du féminisme, des enjeux environnementaux).

La présence de Québec solidaire modifie également les dynamiques politiques locales. Bien implanté dans les milieux militants locaux, QS est un nouvel allié des luttes sociales et environnementales, sur lequel les acteurs communautaires et syndicaux peuvent compter. Il offre une structure de réflexion et un service de recherche très efficace, il peut agir comme une courroie de transmission de certaines idées, identités et intérêts à l'Assemblée nationale et il jouit d'une visibilité médiatique supérieure à celle que peuvent avoir les groupes.

En cinq ans, Québec solidaire s'est construit une « niche » politique intéressante. Il est passé d'un statut de parti en dehors du jeu institutionnel (où tous les coups étaient permis ou presque) à un parti dans le jeu institutionnel où certains comportements sont jugés déviant (en particulier pour son chef parlementaire). Ce faisant, il apporte un vent de fraîcheur aux pratiques politiques.

Et si sa présence était plutôt le signe de notre maturité politique?



DROITS RÉSERVÉS / apcote@lesoleil.com

OPINION

Tremblement d'âme

Quel courage et quel professionnalisme de Chantal Guy, Ivanoh Demers et Michèle Ouimet

DOMINIQUE LÉGER



L'auteure est étudiante en journalisme à l'Université de Montréal.

En allant assister à la conférence de La Presse « Nos journalistes sur le terrain en Haïti et en Afghanistan », j'étais loin de me douter de ce qui m'attendait. Croyant y apprendre les rudiments du journalisme international, j'y ai plutôt reçu une grande leçon d'humilité, en plus d'être imprégnée par la fougue contagieuse de ces professionnels de l'information, mais surtout de ces êtres d'une grande humanité.

Alors que le travail des journalistes est souvent décrié, il importe de souligner le courage et l'extrême professionnalisme de ces reporters qui risquent leur vie pour nous relater le plus fidèlement possible des événements tragiques dont ils sont témoins. Le plus fidèlement, certes, mais comment garder une distance critique alors que l'on est passé à deux doigts de la mort? Ce fut le cas de la journaliste Chantal Guy et du photographe Ivanoh Demers, en reportage en Haïti lors du fatidique tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Sanglots dans la voix, Ivanoh – je me permets de l'appeler par son prénom, car il a dit ses propos avec tant d'intimité dans une salle comble où l'on aurait pu entendre une mouche voler – a relaté les minutes suivant la première secousse, la stupeur, la peur pour sa propre sécurité et la torpeur qu'il a ressenties et dont témoignent les quelque 10 000 clichés qu'il a pris de cette catastrophe sans commune mesure. Il nous a fait littéralement revivre avec lui ces moments de déroute, de désolation et de grande souffrance humaine.

Avec respect et une immense pudeur, Ivanoh a capté le moment. Non pas pour impressionner ou faire sensation, non pas en étant voyeur ou en visant la une... Sa seule préoccupation : saisir l'instant, pour faire connaître au monde entier l'atrocité du chaos duquel lui-même tentait d'émerger.



Le photographe Ivanoh Demers et les journalistes Chantal Guy et Michèle Ouimet ont fait le récit, souvent bouleversant, de leur travail sur le terrain en Haïti et en Afghanistan.

Le récit de Chantal Guy nous a bercés d'une brise d'espoir et de résilience, celle qu'elle a ressentie lorsqu'elle était, avec son carnet de notes, dans les décombres de l'hôtel, cet hôtel qu'elle avait préféré à un autre plus dispendieux, où presque tous les occupants ont péri. Mystérieux destin... Passé le choc initial, elle s'est attelée à la rédaction de l'un des premiers articles provenant de la capitale en ruine, relatant l'histoire d'Haïtiens croisés dans la rue, jonchée de débris et bondée de blessés. Cet écrit

se déplacer, pour avoir accès aux zones dangereuses et assurer sa survie, beaucoup d'argent liquide est requis. Sans fixer, une personne du pays, connaissant bien la langue, la culture et ayant des contacts, impossible de faire long feu. Finalement, pour être en forme chaque matin, une bonne nuit de sommeil est essentielle! Sans somnifères pour étouffer le bruit des bombardements, mission difficile.

Quant on lui a demandé comment réagit sa famille, Michèle a répondu candide-

J'ai reçu une grande leçon d'humilité, en plus d'être imprégnée par la fougue contagieuse de ces professionnels de l'information, mais surtout de ces êtres de grande humanité.

est parvenu avec difficulté à franchir électroniquement Port-au-Prince-Montréal, à peine quatre heures après l'événement...

Quant à Michèle Ouimet, comment décrire cette petite bombe atomique, source brute d'énergie et de passion pour son métier? Son cran en a fait frissonner plusieurs. Dans la plus grande simplicité, elle nous a transmis ses trucs de survie dans les zones les plus chaudes du globe: de l'argent, un fixer et des somnifères! En situation de crise, pour pouvoir

ment qu'elle se fait un devoir d'envoyer un courriel quotidien à sa fille, à son *chum* et à ses parents, pour qu'ils soient rassurés. Jamais de coup de fil, ça lui fout le cafard! Et quand elle revient? Il lui prend des envies de tricoter et de cuisiner une bonne soupe chaude!

Quelle soirée... Merci à La Presse, et à vous trois, pour nous avoir partagé tout ça, avec tant de générosité. Mais surtout, merci de la part du public, qui a la chance de vous avoir comme témoin privilégié.

À BIEN Y PENSER

Pour Barack Obama, l'Égypte de Moubarak est un « partenaire important » et il n'est pas question de prendre position entre la dictature et le peuple, qui n'en peut plus de vivre dans un cachot. Félicitations, monsieur le président, on constate très nettement que vous suivez la ligne de tous vos prédécesseurs. La haine que vous porte une (très, très) grande partie du monde arabe ne cessera pas bientôt. — Martin Richard, Montréal

FORUM

Le PQ est-il à droite des libéraux ?



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Le Parti québécois a choisi de combattre les libéraux sur le front de l'économie. Il surveillera de près un gouvernement qu'il trouve impopulaire dans le contrôle des « trois D » : la dette, le déficit et les dépenses.

On peut comprendre pourquoi l'opposition péquiste veut s'attaquer aux questions économiques. C'est le seul thème où le gouvernement Charest, terriblement impopulaire, peut encore marquer des points, parce que le Québec a bien résisté à la récession, qu'il a même réussi à créer 67 800 emplois de plus qu'au moment du déclenchement de la crise.

Plus on s'approche du pouvoir, moins on a le droit de dire n'importe quoi.

Mais dans son ardeur, le PQ se retrouve à se positionner à droite du Parti libéral. En critiquant les déficits du gouvernement libéral, il s'oppose à une politique keynésienne de relance que tous les États civilisés ont choisie et que seuls les idéologues néolibéraux dénoncent. En craignant la mollesse des libéraux dans leurs compressions de dépenses, le PQ se fait l'apôtre de la fermeté et accuse dans les faits les libéraux de ne pas sabrer assez.

Faut-il rappeler que ce qui distingue actuellement la gauche de la droite au Québec, c'est la stratégie de réduction du déficit ? La coalition syndicale trouve que l'objectif de ramener le déficit à zéro d'ici 2013-2014 est trop rapide et trop brutal. Le PLQ serait-il plus proche de Québec solidaire que le PQ ?

Si on en arrive à cette étonnante inversion, ce n'est pas parce que les péquistes ont fait une volte-face idéologique, mais parce qu'ils sont de mauvaise foi. On ne peut tout simplement pas, par exemple, accuser le gouvernement Charest d'être un gouvernement de déficits, dans la situation que nous venons de traverser.

L'inquiétude sur la dette est plus légitime, car elle a beaucoup augmenté sous le régime libéral. Encore faut-il voir pourquoi. La progression de la dette s'explique par la récession, mais aussi par les énormes dépenses d'infrastructures. Ces dépenses ont non seulement atténué l'impact de la récession, elles ont permis de compenser des décennies de négligence. Faut-il être contre ?

L'opposition joue en principe son rôle quand elle s'inquiète de la capacité du gouvernement libéral à respecter ses engagements de contrôle des dépenses. Mais la façon dont s'articule ce débat est surréaliste. Elle consiste à mesurer quelle sera la part de l'effort du gouvernement dans la réduction du déficit et quel sera l'effort des citoyens ; 62 % contre 38 %, dit le ministre Raymond Bachand. Non, ont lancé cette semaine les critiques péquistes, ce sera 56 % contre 44 % !

Le calcul est vide de sens. Quand le gouvernement fait le ménage dans sa propre cour, il pénalise tout autant les citoyens, parce qu'il ne pourra pas faire autrement que de toucher ses missions et ses services.

Le PQ est très bien placé pour le savoir puisque c'est le gouvernement Bouchard qui a été le maître d'œuvre de l'autre grand effort d'élimination du déficit à la fin des années 90. On n'y est pas arrivé en économisant du papier. Ça a fait très mal, notamment en santé. Y aller plus fort, comme le demandent maintenant les péquistes, c'est vouloir que ça fasse plus mal encore.

Mais le plus farfelu, c'est que si la part de l'effort gouvernemental passait de 62 % à 56 %, selon les calculs du PQ, ce serait à cause de la croissance économique ! L'opposition accuse donc le gouvernement de profiter de la croissance pour assainir ses finances publiques, ce qui n'a pas beaucoup de sens.

Pourquoi critiquer ainsi les critiques ? Plus on s'approche du pouvoir, moins on a le droit de dire n'importe quoi. Il faudrait donc que le discours de l'opposition officielle commence à ressembler à celui d'un futur gouvernement.

Le pouvoir d'une idée

Les Égyptiens sont avant tout descendus dans la rue parce que les événements tunisiens leur ont insufflé l'idée que c'était possible

JEAN-NOËL FERRIÉ



Spécialiste du monde arabe, l'auteur est directeur de recherche au CNRS, au Centre Jacques-Berque, à Rabat, au Maroc. En 2008, il a publié *L'Égypte entre démocratie et islamisme*

— *Le système Moubarak à l'heure de la succession*, aux éditions Autrement.

L'Égypte est en pleine crise et il est difficile de dire comment elle en sortira. La violence de l'opposition au chef de l'État, l'absence d'une scène oppositionnelle organisée, le retour des militaires aux commandes — le nouveau vice-président comme le nouveau premier ministre sont issus de l'armée — ne suggèrent pas que nous allions vers une « révolution de velours » sur le modèle tunisien. Pour l'instant, le régime n'est pas en train de se démocratiser, il est en train de revenir dans le giron de l'armée. La seule question qui se pose, à vrai dire, est : jusqu'où ira celle-ci pour le maintenir ? Si elle ne faiblit pas, elle possède les moyens d'imposer ses vues et probablement aussi de contrôler le prochain processus électoral, puisque l'on devait procéder cette année, à l'automne, à l'élection présidentielle.

La seule chose qui semble clairement exclue, aujourd'hui, est le scénario de succession qui avait longtemps agité les débats égyptiens : celui d'une succession du père au fils, voyant Gamal Moubarak, fils cadet du président, lui succéder. C'est du reste paradoxal, puisqu'il représentait l'aile réformatrice du parti au pouvoir, le PND, et travaillait à promouvoir une ouverture démocratique de celui-ci, en s'inspirant de grands partis occidentaux. Lorsqu'on faisait des hypothèses sur la succession, on opposait généralement à la possibilité de sa candidature celle d'Omar Souleïman, actuel vice-président et chef des services de renseignement. Il était le candidat préféré de la « vieille garde » du parti, qui n'appréciait pas le



Hier en Égypte, les manifestants ont continué de demander le départ du président, comme cet homme qui a brandi une pancarte portant la mention « À bas Moubarak » au Caire.

programme de Gamal Moubarak. Aujourd'hui — même s'il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus —, c'est cette vieille garde qui semble l'emporter.

Le retour de l'armée et la défaite des réformateurs du régime sont ainsi les premières conséquences de la convulsion violente qui parcourt l'Égypte. C'est une manifestation de l'imprévu démocratique.

Pour l'instant, le régime n'est pas en train de se démocratiser, il est en train de revenir dans le giron de l'armée.

Mais celle-ci ne doit pas nous faire ignorer sa manifestation la plus importante. La situation de l'Égypte n'était pas pire à la veille des manifestations qu'elle ne l'était auparavant. Aucune augmentation des tarifs des produits de première nécessité n'est à son origine. Le gouvernement n'a pas pris une mesure

précise qui déclenche l'ire de la population, il n'a pas davantage raboté ses libertés. Les Égyptiens sont avant tout descendus dans la rue parce que les événements tunisiens leur ont insufflé l'idée que c'était possible. C'est cette simple idée qui a débridé leur colère et ce qu'ils demandent, c'est tout simplement la fin du régime et le départ de son chef. C'est l'autoritarisme en lui-même qu'ils rejettent et non quelque chose de précis qu'il aurait fait. Il est fascinant de constater ainsi le pouvoir d'une idée et sa force soudain mobilisatrice. Quoi qu'il arrive dans les jours et les semaines qui viennent, c'est l'irruption de cet imprévu démocratique qui marquera les esprits et laissera des traces profondes dans la région. Les gouvernements devront intégrer dans leurs programmes des impératifs qui ne se limitent pas à traiter la question sociale. Ils devront, notamment, considérer que les gouvernés sont également, et peut-être surtout, des citoyens. Ce serait une véritable révolution.

CONJONCTURE

Tartuffe en habit vert

Des spécialistes de l'environnement manipulent l'opinion

PHILIPPE FAUCHER



L'auteur est professeur au département de science politique et chercheur associé au Centre d'études et recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM.ca).

Au lieu de nous unir et de nous mobiliser autour d'une noble cause, la protection de l'environnement nous divise. Le ton des échanges est devenu agressif jusqu'à atteindre la stridence des affrontements passés entourant la question nationale. Je pense tout naturellement à la controverse à propos de l'exploitation des gaz de schiste, mais la tension dans le reste du Canada est tout aussi vive autour des sables bitumineux.

C'est le bilan désolant que m'inspire la lecture du livre d'Ezra Levant *Ethical Oil* (2010). L'ouvrage se veut une défense percutante du pétrole albertain. L'argument central, n'en déplaise au ministre de l'Environnement Peter Kent, qu'il a resservi devant les micros, n'est pas recevable. L'éthique relève des valeurs morales et fait référence aux comportements des individus qui les pratiquent. Le pétrole provenant des sables bitumineux n'est pas plus ni moins éthique que ne l'est le sirop d'érable. On ne peut pas exonérer une industrie qui émet une trop grande quantité de gaz à effet de serre sous prétexte que l'extraction du pétrole au Nigeria pollue davantage, ou que le Canada est plus démocratique que les pays producteurs du Golfe. Il est vrai qu'interrompt l'exploitation des sables bitumineux ne

diminuera en rien la consommation de pétrole et n'aura qu'un effet marginal sur les émissions mondiales de CO₂.

C'est sur ce qu'il nous apprend sur la manipulation de l'opinion à laquelle se livrent les organisations non gouvernementales que les révélations de l'ouvrage sont les plus dérangeantes. Informer, éduquer sont des objectifs louables, c'est ce que font les meilleurs militants écologistes. Mais profiter de la sympathie qu'inspire une cause ou effrayer l'opinion dans le but d'en retirer un profit revient à polluer le débat. La confiance est essentielle à la vie en société, car la méfiance paralyse le fonctionnement des institutions et mine les rapports entre individus.

Comme des prédicateurs corrompus, les hauteurs morales de l'écologie sont encombrées de charlatans.

Malheureusement, la méfiance s'est insinuée dans nos débats sur l'environnement. Au point qu'il est très difficile de faire confiance à tous ces spécialistes, qui ont à cœur notre bien. L'environnement est à vendre. Comme des prédicateurs corrompus, les hauteurs morales de l'écologie sont encombrées de charlatans.

Ezra Levant expose les stratégies des groupes environnementaux, mais aussi des entreprises et des banques d'investissements qui dénoncent sans retenue l'exploitation des sables bitumineux pour accroître leurs revenus.

Parmi les entreprises mises en cause, il y a les fonds d'investissement éthiques des institutions financières. La Co-operative Bank d'Angleterre, par exemple, qui dénonce publiquement l'exploitation des sables bitumineux tout en détenant des actions de Shell, Total et BP, toutes très actives dans le secteur.

Elle n'est pas la seule. Le Fond Desjardins Environnement est aussi mentionné. J'admets fort bien qu'un épargnant souhaite tirer profit des revenus provenant des sables bitumineux. Après tout, en dehors des banques et de l'énergie, il n'y a pas beaucoup de choix d'entreprises à risque modéré dans lesquelles investir au Canada. Je supposais, naïvement sans doute, que, dans un fonds-environnement, on privilégiait les entreprises engagées dans des activités non polluantes ; au risque de nuire au rendement. Je m'étonne donc de constater que les titres qui dominent le Fond Desjardins Environnement sont Talisman (6,4 %), rendue célèbre par les gaz de schiste, et Suncor (5,5 %). Cette dernière est le plus grand producteur de pétrole provenant des sables bitumineux (323 000 barils par jour en décembre). Soyons rassurés, l'investissement responsable exclut le nucléaire.

Il est vrai que Suncor a consacré des sommes importantes pour éliminer les étangs de résidus toxiques qui font tant de tort aux canards qui s'aventurent à leur surface et à la réputation internationale du Canada. C'est probablement ce qui lui a valu de satisfaire aux indicateurs de performance environnementale des stratégies de Desjardins.

Personne ne gagne au jeu des exagérations et à la manipulation de l'opinion. Les débats entourant les sables bitumineux et les gaz de schiste donnent raison à ceux et celles qui déplorent que l'environnement soit devenu la religion de l'époque, avec son lot de mauvaise foi et d'abus. Si Tartuffe, ce faux dévot, m'était conté, j'en ferais un militant écologique ou un spécialiste des finances.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7000
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Bénéficiaire du siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

